

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2013

20 août 2008

SOMMAIRE

ABN AMRO Structured Investments Funds	96584	Hochtief Facility Management Luxembourg S.A.	96623
Allianz-dit Business Cash	96613	Itach A.G.	96582
Asset Restructuring	96581	Japan Fund Management (Luxembourg) S.A.	96619
Axel S.A.	96581	Karlix S.A.	96579
Causerman Investissements S.A.	96578	Macquarie Airports (Brussels) S.A.	96623
ComStage ETF	96596	Magical S.A.	96583
Coperval Holding S.A.	96585	MFountain Selected Fund Series	96619
Dagobert Holding S.A.	96624	Octane Fund Management (Luxembourg) S.A.	96586
Décolampe S.à r.l.	96624	Octane S.A.	96586
East West Tiles S.A.	96580	Patron SBS Holdings Sarl	96614
Entreprise Del Col SA	96584	Peinture Denis S.à.r.l.	96620
eOffice Invest S.A.	96582	Poculum S.A.	96583
Euroclear Re	96620	Popso (Suisse) Investment Fund SICAV	96583
F.06 Ren-Innovation	96621	Ramlux S.A.	96622
Fior Ateliers S.à r.l.	96624	Rosny S.A.	96586
FLC West Holding s.à r.l.	96622	Sylinvest S.A.	96581
Future Invest Holding S.A.	96585	Thermic Investments S.A.	96580
GERO	96586	UBS MFP Sicav	96578
HAIG Select	96595	United Artists Growing Holding S.A.	96582
HAIG Select	96596	Vector Fund	96579
Heineking Transport Logistik (HTL) S.à.r.l.	96620		
Helen Holdings S.A., SPF	96578		
Hipermark Investments S.A.	96621		

Helen Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 37.283.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 9 septembre 2008 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008101038/755/18.

Causerman Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 52.637.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 9 septembre 2008 à 10.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leur titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008101039/755/18.

UBS MFP Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 93.106.

Shareholders are kindly convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

which will be held at 33A avenue J.F. Kennedy, Luxembourg, on 5 September 2008 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the annual report for the year ended 30 April 2008.
3. Decision on allocation of net profits.
4. Discharge of the Board of Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended 30 April 2008.
5. Re-election of the Board members.
6. Appointment of the Auditor.
7. Miscellaneous.

96579

Voting:

Resolutions on the Agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Notes:

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against blocking of their shares, at the latest on 3 September 2008.

- by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of UBS MFP SICAV c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on 3 September 2008.

Shares so blocked will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008103025/755/31.

Karlix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 32.887.

L'Assemblée Générale Ordinaire n'ayant pu se tenir à la date statutaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 15 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008101206/755/21.

Vector Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.004.

Les actionnaires de la Société sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, le 9 septembre 2008 à 11.00 heures, avec l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte-rendus d'activité pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008.
3. Approbation des comptes de l'exercice se terminant le 31 mai 2008.
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008.
5. Renouvellement du mandat des Administrateurs.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés qu'aucun quorum n'est requis pour cette assemblée et que les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Chaque action a un droit de vote.

Les propriétaires d'actions au porteur, désirant participer à cette assemblée, devront déposer leurs actions cinq jours ouvrables avant l'assemblée au siège social de la Société ou auprès de l'agent financier en Belgique, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Succursale de Belgique (480, avenue Louise, Bte 16A, B-1050 Bruxelles).

Tout actionnaire ne pouvant assister à cette assemblée peut voter par mandataire. A cette fin, des procurations sont disponibles sur demande au siège social de la Société ou auprès de l'agent financier en Belgique, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Succursale de Belgique (480, avenue Louise, Bte 16A, B-1050 Bruxelles).

Afin d'être valables, les procurations dûment signées par les actionnaires devront être envoyées au siège social de la Société, par fax au numéro +352 2488 8491 et par courrier à l'attention de Mme Bénédicte Lommel, ou auprès de l'agent financier en Belgique, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Succursale de Belgique (480, avenue Louise, Bte 16A, B-1050 Bruxelles), au plus tard le 8 septembre 2008 à 18.00 heures.

Les actionnaires désireux d'obtenir le Rapport Annuel révisé au 31 mai 2008 peuvent s'adresser au siège social de la société ou auprès de BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Succursale de Belgique.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103032/755/33.

Thermic Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 37.083.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 3, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, le 8 septembre 2008 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes portant sur les exercices clos au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007;
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008101964/317/19.

East West Tiles S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 59.516.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 8 septembre 2008 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de M. Philippe TOUSSAINT de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Nomination de M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103009/29/22.

Asset Restructuring, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.012.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, welche am 10. September 2008 um 14.30 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Mai 2008.
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2008102994/534/16.

Sylinvest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 25.959.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 8 septembre 2008 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008102999/29/16.

Axel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.136.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le 8 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social, 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Constatation des reports des dates des assemblées générales ordinaires et approbation desdits reports;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 ainsi que des rapports de la personne chargée du contrôle des comptes;
3. Approbation des comptes annuels clos au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 et affectation des résultats des exercices;
4. Décharge aux organes de la société;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la Société Européenne de Banque, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Référence de publication: 2008103020/755/22.

Itach A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 67.775.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 9. September 2008 um 10.30 Uhr, an der Adresse des Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. März 2008
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2008103005/534/16.

eOffice Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 90.728.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 8 septembre 2008 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103013/29/17.

United Artists Growing Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 76.845.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 8 septembre 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103029/29/16.

Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 68.857.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 septembre 2008 à 11.30 heures au siège social de la SICAV, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 mars 2008
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 mars 2008; affectation des résultats
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration
4. Nominations statutaires
5. Divers

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV cinq jours ouvrables avant l'Assemblée et les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (agissant en tant qu'agent de transfert et de teneur de registre de la SICAV : RBC Dexia Investor Services Bank S.A.).

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas le quorum spécial et seront adoptées, si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103036/755/24.

Poculum S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 68.028.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 5 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008093878/755/19.

Magical S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 34.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 août 2008 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2008, et affectation du résultat.

3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099078/1023/16.

Entreprise Del Col SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlange, route de Mondercange.

R.C.S. Luxembourg B 43.389.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 4 septembre 2008 à 15.00 heures dans les bureaux du notaire instrumentant, M^e Joseph Elvinger, au 15, Côte d'Eich, Luxembourg, aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital à 0 par absorption des pertes.
2. Augmentation du capital à € 300.000,- (trois cent mille euros) par émission de 10.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de € 30,- (trente euros) chacune.
3. Modification de l'art. 5 des statuts portant sur le capital.
4. Divers.

La souscription aux nouvelles actions ainsi que la libération devra se faire pour le 28 août 2008 au plus tard. Pour tous renseignements y relatifs, veuillez vous adresser à l'Etude Goerens au tél. 22 42 021.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008095107/312/19.

ABN AMRO Structured Investments Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 77.227.

We have the pleasure of inviting all shareholders of the Company to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") of the Company, which will be held on 29 August 2008 at 3.00 p.m. at the registered office of the Company at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of Article 1 of the articles of association of the Company (the "Articles") as follows:

" Art. 1. Name

There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Fortis Plan" (hereinafter the "Company").
2. Amendment of numbers 2) and 3) of Article 11 of the Articles "Calculation of the Net Asset Value per Share" reworded as follows:

" Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share

2)The valuation of any security admitted to official listing or traded on any other regulated market, operating regularly, which is recognized and open to the public, is based on the last known price in Luxembourg, on the valuation day, and, if that security is traded on several markets, based on the last known price on the principal market for the security; if the last known price is not representative, the valuation will be based on the probable realisation value that the Board of Directors will regularly estimate prudently and in good faith by a qualified professional appointed for this purpose in common agreement by the Board of Directors and the Custodian.

3)Securities not listed or traded on a stock market or any other regulated market, operating regularly, which is recognized and open to the public, will be valued on the basis of their probable realisation value estimated prudently and in good faith"; and
3. Amendment of Article 12 of the Articles "Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares" to include a new letter j):

" Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares

(...) j) or any other case of force majeure when the Board of Directors considers by reasoned decision that such a suspension is necessary to safeguard the general interests of the shareholders concerned"

4. Amendment of Article 19 "Management of the Company": reference to the ABN AMRO Group has been replaced by reference to the Fortis Group.
5. Miscellaneous.

Shareholders are advised that resolutions on the items of the agenda of the Meeting will require a majority of two-thirds (2/3) of the voting rights present or represented at the Meeting. Fifty (50) percent of the existing share capital of the Company must be present or represented to reach the legally required quorum. Each share is entitled to one vote. If the quorum is not reached, a second Meeting will be convened with the same agenda. There is no quorum required for this reconvened Meeting and the resolution will be passed by a majority of two-thirds of the shares represented at such reconvened Meeting.

A shareholder may act at the Meeting by a validly appointed proxy. The proxies will remain valid for the reconvened Meeting. Such proxy forms are available at the registered office of the Company. If you are unable to attend the Meeting, you may submit a duly filled in and signed proxy form by facsimile to +352 26072950, (Attn.: Mrs Olga Sádaba-Herrero). Such proxy must arrive by mail or facsimile not later than August 22, 2008. Any questions from investors on the contents of this notice should be directed to Mrs Olga Sádaba-Herrero (Tel.: +352 26073364).

In August 2008.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2008096562/755/51.

Coperval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.863.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 28 août 2008 à 18.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099044/534/15.

Future Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.499.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 août 2008 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099073/1023/17.

Rosny S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 34.826.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 28 août 2008 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099083/1023/16.

GERO, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 16. Juni 2008, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in
Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im Juni 2008.

IPConcept Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008085256/1239/13.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02475. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

**Octane Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,
(anc. Octane S.A.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.837.

In the year two thousand and eight, on the twenty-seventh day of June.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of OCTANE S.A. (the "Company"), a "société anonyme", having its registered office in Luxembourg, 46A, rue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 20th December 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 26 February 2008.

The meeting is presided over by Philippe BURGNER, avocat, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Géraldine LORENT, juriste, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ralph BEYER, Rechtsanwalt, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

I. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the board of the meeting, the shareholders, the proxies and the undersigned notary will remain annexed and be registered with the present deed.

II. That it appears from the attendance list that all shares in issue are present or represented at the extraordinary general meeting and that such shareholders confirm having received all relevant documents required ahead of this meeting;

III. That, as a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

96587

Agenda:

Sole resolution

Amendment of the articles of incorporation in order to submit the Company to chapter 14 of the law of 20th December 2002 on undertakings for collective investments and in particular amendment of articles 1 and 4 as set out below and to subsequently restate the articles of incorporation.

Amendment of Article 1 so as to read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a company in the form of a société anonyme under the name of Octane Fund Management (Luxembourg) S.A. (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915, as amended ("Company Law"), and the present Articles of Incorporation."

Amendment of Article 4 so as to read as follows:

"The purpose of the Company is the management within the meaning of article 91 of the Luxembourg law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2002 Law"), of investment funds qualifying as specialised investment funds within the meaning of the law of 13th February 2007 relating to specialised investment funds, as amended. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 14 of the 2002 Law."

Then the meeting, after deliberation, takes the following resolution:

Sole resolution

The meeting unanimously resolved to approve the amendment of the articles of incorporation and to restate the articles of incorporation, the restated articles to read as follows:

" **Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a company in the form of a société anonyme under the name of Octane Fund Management (Luxembourg) S.A. (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915, as amended ("Company Law"), and the present Articles of Incorporation.

Art. 2. Duration. The duration of the Company is unlimited. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the extraordinary general meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Registered Office. The Company shall have its registered office in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors shall have the right to set up offices, administrative centres, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors and may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the general meeting of Shareholders.

In the event that the Board of Directors determines that political, economic or social developments or events of exceptional nature that are likely to affect normal working operations at the registered office or easy communications with places abroad have occurred, threaten to occur or are imminent, the registered office may be declared provisionally transferred abroad, until such time as circumstances have completely returned to normal. Such declaration of the registered office will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the provisional transfer abroad of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object, Purpose. The purpose of the Company is the management within the meaning of article 91 of the Luxembourg law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2002 Law"), of investment funds qualifying as specialised investment funds within the meaning of the law of 13th February 2007 relating to specialised investment funds, as amended. Such management activity includes the management, administration and marketing of these funds.

The Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations of chapter 14 of the 2002 Law.

Art. 5. Capital of the Company. The issued capital of the Company is set at seven hundred and thirty-five thousand (USD 735,000.-) represented by seven thousand three hundred and fifty (7,350) Shares with a nominal value of one hundred US dollars (USD 100.-) each.

The Company may proceed to the repurchase of its own shares within the limits laid down by law.

Art. 6. Increase, Reduction of Capital. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 7. Shares of the Company. The Shares are in registered form. A register of Shareholders will be kept at the registered office of the Company where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of registered Shares will be established by inscription in the said register. A transfer of registered Shares in accordance with the present Articles of Incorporation shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the said register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Share will be required to name one person as the owner of the Share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Share until one person has been so designated. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Company may consider the person in whose name the registered Shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such registered Shares. The Company shall be completely free from every responsibility in dealing with such registered Shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered Shares to be nonexistent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of registered Shares. In the event that a holder of registered Shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a note to this effect to be entered into the register of Shareholders and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of written notification to the registrar.

Upon the request of a Shareholder, certificates recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Directors of the Company or by a delegate of the Board of Directors.

Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

Art. 8. Voting rights. Each Share is entitled to one vote at general meeting of Shareholders, unless otherwise provided by law.

Art. 9. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members who need not be Shareholders of the Company (the "Directors").

The Directors shall be appointed by the general meeting of Shareholders by a simple majority vote of the votes cast for a period expiring at the next general meeting of Shareholders; provided however always that any Director may be removed with or without cause (*ad nutum*) by the general meeting of Shareholders by a simple majority vote of the shares votes cast at such general meeting of Shareholders. The Directors shall be eligible for re-election.

In the case of vacancy in the office of a Director because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining Directors may fill such vacancy by way of co-optation on a provisional basis.

Art. 10. Chairman of the Board, day to day management. The Board of Directors will appoint a chairman among its members (the "Chairman"). The Chairman of will generally preside over all meetings of the Board of Directors and of Shareholders. In the absence of the Chairman, either another Director or in case of Shareholder meetings, where no other Director is present an ad hoc chairman elected by the relevant meeting shall chair the relevant Board of Directors' meeting or the general Shareholders' meeting.

The Board may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business, to individual Directors, committees or other officers or agents of the Company, who need not be Shareholders. The Board will fix the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons so appointed.

The Board of Directors may appoint a secretary of the Company, who need not be a member of the Board of Directors or a Shareholder, and determine his responsibilities, powers and authorities.

Art. 11. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman or any Director. Notice of any meeting shall be given by letter, telegram, telephone, facsimile transmission or e-mail advice to each Director wherever practical eight days before the meeting, except in the case of an emergency or corporate urgency, in which event a twenty-four hours notice shall be sufficient, unless all Board members are present or represented or such convening period has been waived in writing or by fax or telegram or email by the Directors.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

A meeting of the Board of Directors shall be duly quorated only if half of the Board members are present or represented.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing by letter or by telegram, or facsimile transmission any other Director as his proxy. Any Director may represent more than one of his colleagues. Any Director may also attend in all circumstances a Board meeting by telephone or by way of video conference. Such attendance shall be equivalent to a physical attendance.

A meeting of the Board of Directors may be held in all circumstances by way of conference call or similar means of communications. Such meeting shall be equivalent to a physical meeting.

Decisions of the Board of Directors shall be taken by the favourable votes of the majority of the Directors present or represented at the meeting.

The Chairman shall have a casting vote.

The Board of Directors may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letters, cables or facsimile transmission.

Art. 12. Minutes of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed after their approval by the Chairman and the secretary (if any).

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two Director or by one Director and the secretary (if any).

Art. 13. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of management, disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the Company Law or by the Articles of the Company to the general meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Directors.

Art. 14. Binding Signatures. The Company shall be bound by the joint signatures of any two Directors and, in case there is only one Director, by the sole signature of that Director or by the sole or joint signature(s) of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

Art. 15. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in or is a director, officer or employee of such other corporation or entity. Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company shall have a personal interest in any transaction of the Company submitted to the vote of the Board of Directors other than transactions which are part of current operations entered into under normal conditions, conflicting with the interest of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal conflicting interest and shall not deliberate or vote on such transaction. Any such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. In case the Company has a single Director, any such decision shall be mentioned in the decisions' register

Art. 16. Directors' indemnification. Subject to the exceptions and limitations listed below:

(i) Every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

(ii) The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any Director or officer:

(i) against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall

affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article 16.

Art. 17. Meetings of Shareholders - General. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 18. Annual General Meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the last Friday of the month of May in each year at 1 p.m. and for the first time in 2009.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 19. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period expiring at the next general meeting of Shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 20. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year (except for the year of incorporation which shall begin on the day of incorporation and terminate on thirty-first of December 2008).

The accounts of the Company will be drawn up in US dollars.

Art. 21. Allocation of Results, Legal Reserve. The general meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the annual results of the Company will be allocated.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in the Articles of Incorporation or as increased or reduced from time to time as provided for herein.

Interim dividends may be declared and paid by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Art. 22. Amendment of the Articles of Incorporation. The Articles of Incorporation may be amended from time to time by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and voting requirements provided for by the Company Law

Art. 23. Liquidation of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 24. Governing Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Company Law."

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-septième jour du mois de juin,

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

A été tenu l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de OCTANE S.A. (la «Société») une Société anonyme ayant son siège social au 44A, rue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg constituée par actes notariés du 20 décembre 2008 par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg et publiée dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") du 26 février 2008.

L'Assemblée est présidée par Philippe BURGNER, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Géraldine LORENT, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée a élu comme scrutateur Ralph BEYER, Rechtsanwalt, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requière le notaire instrumentant de noter ce qui suit:

I. Le nombre d'actionnaires présent ou représenté ainsi que le nombre d'actions détenus sont reportés sur la liste de présence, signée par le bureau de l'Assemblée, les actionnaires, les mandataires et le notaire instrumentaire. La liste de présence et les procurations resteront annexées à ce document pour être soumis à l'enregistrement.

II. Il appert de la dite liste de présence que toutes les actions émises sont représentées à la présente Assemblée Extraordinaire de sorte que l'Assemblée est constituée de manière régulière et peut valablement décider sur tous les points de l'agenda dont les actionnaires déclarent avoir eu pleine connaissance.

III. Au vu de ce qui précède, la présente assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur l'agenda suivant:

Résolution unique

Modification des statuts afin de soumettre la société au chapitre 14 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif et en particulier modification des articles 1 et 4 tels que décrits ci-dessous et de refondre entièrement les statuts.

Modification de l'article 1^{er} afin de lui donner la teneur suivante:

"Il existe entre tous les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir propriétaires des actions d'une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination d'Octane Fund Management (Luxembourg) S.A. (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et par les présents statuts."

Modification de l'article 4 afin de lui donner la teneur suivante:

"L'objet de la Société est la gestion au sens de l'article 91 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «loi de 2002») de fonds d'investissement qualifiant de fonds d'investissement spécialisés au sens de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée. Cette activité de gestion inclut la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut exercer toutes activités jugées utiles à l'accomplissement de son objet tout en restant cependant dans les limites du chapitre 14 de la loi de 2002."

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide unanimement d'approuver les modifications des statuts et de refondre les statuts, afin qu'ils aient la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Nom.** Il existe entre tous les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir propriétaires des actions d'une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination d'Octane Fund Management (Luxembourg) S.A. (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des bureaux, centres administratifs, succursales ou filiales partout où il l'estimera opportun, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration et peut être transférée à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 4. Objet de la Société. L'objet de la Société est la gestion au sens de l'article 91 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée, (la «loi de 2002») de fonds d'investissement qualifiant de fonds d'investissement spécialisés au sens de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée. Cette activité de gestion inclut la gestion, l'administration et la commercialisation de ces fonds.

La Société peut exercer toutes activités jugées utiles à l'accomplissement de son objet tout en restant cependant dans les limites du chapitre 14 de la loi de 2002.

Art. 5. Capital de la Société. Le capital émis par la Société est fixé à sept cent trente-cinq mille dollars US (USD 735.000,-) représenté par sept mille trois cent cinquante (7.350) actions ayant chacune une valeur nominale de cent dollars US (USD 100,-).

La Société pourra racheter ses propres actions conformément à la loi.

Art. 6. Augmentation, Réduction de capital. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification de statuts.

Art. 7. Les actions de la Société. Les actions sont uniquement des actions nominatives. Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la Société où il sera disponible pour inspection par tout Actionnaire. La propriété des Actions nominatives sera établie par inscription dans ce registre. Un transfert des Actions nominatives conformément aux présents Statuts est effectué par déclaration de transfert inscrite dans ce registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. La Société peut accepter et inscrire dans ce registre un transfert sur base de correspondance ou d'autres documents établissant l'accord entre le cédant et le cessionnaire

La Société ne reconnaîtra qu'un détenteur par Action. Dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de l'Action seront tenus de nommer une personne comme étant le propriétaire de l'Action. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tout droit attaché à une telle Action jusqu'à ce qu'une telle personne ait été ainsi désignée. La même règle s'appliquera en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un gageur et un créancier gagiste.

La Société pourra considérer la personne au nom de laquelle sont inscrites les Actions nominatives dans le registre des Actionnaires comme étant le propriétaire unique de telles Actions nominatives. La Société sera complètement libre de toute responsabilité vis-à-vis des tiers pour les opérations portant sur de telles Actions nominatives et sera en droit de considérer comme inexistantes tous droits, intérêts ou prétentions des tiers sur, ou en relation avec les Actions nominatives concernées, à l'exception cependant du droit des tiers de demander l'inscription ou le changement de l'inscription dans le registre de tout droit que ce tiers peut avoir relatif à ces Actions nominatives. Dans le cas où le détenteur d'une Action nominative ne procure pas une adresse à laquelle tous les avis et notices de la Société pourront lui être envoyées, la Société peut permettre qu'une note soit inscrite à cet effet dans le registre des Actionnaires et que l'adresse d'un tel Actionnaire soit considérée comme étant l'adresse du siège social de la Société ou toute autre adresse pouvant être inscrite dans le registre de temps à autre, jusqu'à ce qu'une adresse différente ait été fournie à la Société par cet Actionnaire. L'Actionnaire peut à tout moment modifier l'adresse inscrite sur le registre des Actionnaires par le biais d'une notification écrite au teneur du registre.

A la demande d'un Actionnaire, des certificats attestant l'inscription d'un tel Actionnaire dans le registre des Actionnaires, peuvent être émis dans les coupures déterminées par le Conseil d'Administration. Les certificats émis prendront la forme et porteront les légendes et numéros d'identification tels que déterminés par le Conseil d'Administration. De tels certificats doivent être signés de manière manuscrite ou par griffe par deux directeurs de la Société ou par un représentant du Conseil d'Administration.

Les certificats perdus, volés ou endommagés seront remplacés par la Société sur présentation de preuves, garanties et indemnités jugées satisfaisantes par la Société, sous réserve que des certificats endommagés soient remis avant que ne soient délivrés des nouveaux certificats.

Art. 8. Droit de vote. Chaque Action donne droit à un vote aux assemblées générales des Actionnaires, sauf disposition contraire de la loi.

Art. 9. Conseil d'administration. La Société est dirigée par un Conseil d'Administration composé au minimum de trois (3) membres qui n'ont pas besoin d'avoir la qualité d'Actionnaire de la Société (les «Administrateurs»).

Les Administrateurs sont nommés, par l'assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité simple des voix exprimées, pour une période échéant à la prochaine assemblée générale des Actionnaires, étant entendu cependant qu'un

Administrateur peut toujours être révoqué avec ou sans raison (ad nutum) par l'assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité simple des voix exprimées à cette assemblée générale des Actionnaires. Les Administrateurs sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'Administrateur pour cause de décès, départ en retraite, de démission, de révocation ou tout autre cause, les Administrateurs restants peuvent provisoirement suppléer à cette vacance par cooptation.

Art. 10. Président du Conseil d'administration, Gestion au jour le jour. Le Conseil d'Administration nommera un président («le Président») parmi ses membres. Le Président présidera généralement toutes les réunions du Conseil d'Administration et toutes les assemblées des Actionnaires. En cas d'absence du Président, soit un autre administrateur, soit, dans le cas d'assemblées des Actionnaires où il n'y a pas d'Administrateur présent, un Président ad hoc élu par l'assemblée concernée, devra présider la réunion du Conseil d'Administration concerné ou l'assemblée générale des Actionnaires concernée.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses affaires courantes, à un ou plusieurs Administrateurs, à des comités ou autres fondés de pouvoir, ou mandataires de la Société, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera les conditions de nomination et de révocation ainsi que la rémunération et les pouvoirs de la ou des personnes ainsi nommés.

Le Conseil d'Administration peut nommer un secrétaire de la Société qui n'a pas besoin d'être un membre du Conseil d'Administration ou un Actionnaire, et déterminer ses responsabilités, pouvoirs et compétences

Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se réunit à la demande du Président ou de tout Administrateur. La convocation à une réunion pourra être faite par lettre, télégramme, téléphone, fax ou e-mail à chaque Administrateur, si possible huit (8) jours ouvrables avant la réunion, sauf en cas d'urgence ou d'urgence sociétaire auquel cas une convocation donnée vingt-quatre (24) heures avant la réunion est suffisante, à moins que tous les membres du Conseil d'Administration ne soient présents ou représentés ou que les Administrateurs aient renoncé, par écrit, par fax, par télégramme ou par e-mail, à un tel délai de convocation.

Des convocations distinctes ne sont pas requises pour les réunions particulières qui se déroulent aux heures et places déterminées dans un programme adopté préalablement par une résolution du Conseil d'Administration.

Une réunion du Conseil d'Administration dispose seulement du quorum nécessaire pour délibérer, si la moitié les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés.

Tout Administrateur peut agir lors d'une réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par lettre, par télégramme ou par fax, tout autre Administrateur comme son mandataire. Tout Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Tout Administrateur peut aussi assister en toute circonstances à un Conseil d'Administration par téléphone ou par vidéoconférence. Cette manière d'assister à une réunion du Conseil d'Administration est considérée comme équivalente à une présence physique.

Les décisions du Conseil d'Administration sont seulement adoptées à majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à la réunion.

Le Président aura un vote prépondérant.

Le Conseil d'Administration peut également en toutes circonstances et à tout moment adopter à l'unanimité des décisions au moyen de résolutions circulaires écrites et signées par tous les membres du Conseil, une telle décision sera aussi valable et effective que si elle avait été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures pourront apparaître sur un même document ou sur plusieurs copies d'un même document et pourront être prouvées par lettres, télégramme ou par fax.

Art. 12. Procès-verbaux du Conseil d'Administration. Le procès-verbal de toute réunion du Conseil d'Administration devra être signé, après approbation, par le Président et le Secrétaire (le cas échéant).

Des copies ou extraits de ces procès-verbaux peuvent être produits en justice ou en d'autres circonstances devront être signés le Président, deux des Administrateurs ou par l'un des Administrateurs et par le Secrétaire (s'il y en a un).

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou réaliser tous les actes de gestion, de disposition et d'administration dans le cadre de l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi sur les sociétés commerciales ou les statuts de la Société à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Signatures engageant la Société. La Société est engagée par la signature conjointe de deux Administrateurs et, dans le cas d'un Administrateur unique, par la seule signature de cet Administrateur ou par la seule signature ou la signature conjointe de toute personne ou des personne auxquelles ce pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 15. Conflits d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entité ne sont affectés ou annulés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt dans une telle société enregistrée ou personne morale, ou en est Administrateur, fondé de pouvoir ou employé. Tout Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une autre société ou

entité avec laquelle la Société conclue des contrats ou noue des relations d'affaires, ne saurait en raison de ce seul lien avec cette autre société ou entité, être privé du droit de délibérer, et de voter sur ou d'intervenir dans une quelconque matière ayant trait à de pareils contrats ou affaires.

Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société a un intérêt personnel dans une transaction de la Société soumise au vote du Conseil d'Administration autre que les transactions qui font partie des opérations courantes conclues dans des conditions normales, qui est en conflit avec les intérêts de la Société, cet Administrateur ou fondé de pouvoir doit faire connaître au Conseil d'Administration ce conflit d'intérêt et ne doit pas délibérer ou voter à propos de cette transaction. Une telle transaction doit être rapportée à la prochaine assemblée générale des Actionnaires. Si la Société n'a qu'un seul Administrateur, une telle décision sera mentionnée dans le registre des décisions.

Art. 16. Indemnisation des Administrateurs. Sous réserve des exceptions et limitations indiquées ci-dessous

(i) Toute personne qui est, ou a été, Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société sera indemnisée par la Société, à concurrence du maximum permis par la loi, de toute responsabilité et dépenses raisonnablement encourues ou déboursées par elle en rapport avec une quelconque demande, action, poursuite ou procédure à laquelle elle a été mêlée ou autrement impliquée en sa qualité, présente ou passée, d'Administrateur, de fondé de pouvoir de la Société, de même que de tous montants payés ou exposés à titre de transactions

(ii) Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales et autres, y compris les instances d'appel) en cours ou pendantes; les termes «responsabilités» et «dépenses» incluent sans restriction les honoraires d'avocats, les frais, les amendes, les montants payés à titre d'arrangements et autres dettes.

Aucune indemnisation n'est consentie à un Administrateur ou fondé de pouvoir:

(i) pour la mise en cause de sa responsabilité envers la Société ou ses Actionnaires découlant d'une infraction intentionnelle, de mauvaise foi, de faute grave ou d'imprudance grossière dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction.

(ii) pour tout acte pour lequel il aura été finalement jugé qu'il a agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas de transaction, à moins que cet arrangement n'ait été approuvé par un tribunal compétent ou par le Conseil d'Administration.

Le droit à indemnisation, tel que prévu par le présent article, est autonome et n'affecte pas les autres droits dont un Administrateur ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsiste à l'égard d'une personne ayant cessée d'être Administrateur ou fondé de pouvoir et se transmet aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions du présent article n'affectent pas le droit à indemnisation qui peut être accordé par contrat ou autrement par la loi au personnel de la Société y compris aux Administrateurs et aux fondés de pouvoir.

Les dépenses engagées en vu de la préparation et de la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure telles que décrites dans le présent article sont avancées par la Société avant la décision finale, contre l'engagement de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir de rembourser le montant avancé s'il apparaît en définitive qu'il n'avait pas droit à indemnisation en vertu du présent article 16.

Art. 17. Assemblée Générale des Actionnaires. Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier les actes concernant les opérations de la Société.

Le quorum et les délais requis par la loi régiront la convocation à et la conduite de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, à moins que les présents statuts n'en disposent autrement.

Un Actionnaire peut agir à toute assemblée d'Actionnaires en nommant par écrit, fax, câble, télégramme, télex ou par moyen électronique dont la véracité est vérifiable, une autre personne comme son représentant.

A moins que la loi n'en dispose autrement, les résolutions de l'assemblée générale des Actionnaires dûment convoquée sont seulement adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition qui doit être remplie par les Actionnaires afin qu'ils participent à toute assemblée des Actionnaires.

Si la totalité du capital émis est représenté à l'assemblée générale des Actionnaires, les délibérations de l'assemblée générale des Actionnaires sont considérées comme valables même en l'absence de convocation préalable.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des Actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunira conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg précisé par la convocation à l'Assemblée, le dernier vendredi du mois de mai de chaque année à 13:00 et pour la première fois en 2009.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, elle sera tenue le jour bancaire ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires peut être tenue à l'étranger, si de l'avis du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées des Actionnaires peuvent être tenues aux endroits et heures indiqués dans les convocations.

Art. 19. L'audit de la Société. L'audit des affaires de la Société sera effectué par un commissaire aux comptes, qui ne doit pas être Actionnaire de la Société. Le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale des Actionnaires pour une durée échéant à la prochaine assemblée générale annuelle des Actionnaires.

Le commissaire aux comptes peut être révoqué avec ou sans cause par les Actionnaires.

Art. 20. Exercice comptable. L'exercice comptable de la Société commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et prend fin le trente et un (31) décembre de la même année (sauf pour l'année de la constitution, qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2008).

Les comptes de la Société sont établis en dollars US (USD).

Art. 21. Répartition des bénéfices, Allocation à la réserve légale. L'assemblée générale des Actionnaires, sur recommandation du Conseil d'Administration, déterminera l'affectation du bénéfice annuel de la Société.

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société, comme prévus dans les présents Statuts ou augmenté ou diminué de temps à autre comme prévu dans les Statuts

La distribution d'acomptes sur dividendes peuvent être déclarées et payées par le Conseil d'Administration, sous réserve de l'observation des modalités et conditions prévues par la loi.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans une devise au choix du Conseil d'Administration et peuvent être payés aux endroits et aux moments déterminés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra, à son entière discrétion, déterminer le taux de conversion des dividendes à payer dans leur devise de paiement.

Art. 22. Acompte sur dividendes. Les Statuts peuvent être modifiés de temps à autre par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires selon les quorums et majorités prévus par la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 23. Liquidation de la Société. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison ou à quelque moment que ce soit, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des Actionnaires décidant la liquidation et qui détermine leur pouvoirs et rémunération.

Art. 24. Loi applicable. Sauf dispositions contraires prévues par les présents Statuts, les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés telle que modifiée, seront applicables."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est dès lors close.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à l'Assemblée, aux membres du bureau tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun actionnaire ayant exprimé le souhait de signer.

Signé: P. BURGNER, G. LAURENT, R. BEYER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 juillet 2008. Relation: LAC/2008/27750. — Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008096919/242/517.

(080112245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2008.

HAIG Select, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen HAIG Select wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den HAIG Select ist das Verwaltungsreglement, das am 16. Juli 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des HAIG Select, das am 16. Juli 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 16. Juli 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008094369/1346/19.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11447. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080111533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2008.

HAIG Select, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen HAIG Select wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 16. Juli 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels, und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 16. Juli 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008094370/1346/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11446. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080111530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2008.

ComStage ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.772.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht, den siebzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Paul DECKER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Commerzbank Aktiengesellschaft, mit Gesellschaftssitz in Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts in Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 32000, vertreten durch Max Welbes, avocat à la Cour, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, am 2. Juli 2008.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft ("société anonyme"), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

"Titel I. Name - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und alle denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Anteilen werden können, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") unter dem Namen "ComStage ETF" (nachstehend die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland aber in keinem Falle in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Gebiete oder Besitztümer entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates (nachstehend der "Verwaltungsrat") eingerichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände vollständig geendet haben; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die trotz einer solchen zeitweiligen Verlagerung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden, und zwar durch Beschluss der Anteilhaber, der in der durch die anwendbaren Gesetze für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art getroffen wird.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihrer Gelder in Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilshabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, wie gegebenenfalls durch nachfolgende Gesetze abgeändert oder ersetzt (das "Gesetz von 2002").

Titel II. Gesellschaftskapital - Anteile - Nettovermögenswert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist zu jedem Zeitpunkt gleich dem gesamten Nettovermögen aller Teilfonds der Gesellschaft, wie in dem nachfolgenden Artikel 10 bestimmt, und wird dargestellt durch voll eingezahlte Anteile ohne Nennwert, eingeteilt in verschiedene Anteilklassen, die der Verwaltungsrat beschlossen hat, in dem betreffenden Teilfonds auszugeben.

Der Verwaltungsrat kann, zu jedem Zeitpunkt, Vermögenseinheiten, die jede einen Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes von 2002 für gemeinsame Anlagen bilden (jeder ein "Teilfonds"), (welche, wie der Verwaltungsrat bestimmen wird, auf verschiedene Währungen lauten werden können) für jede Anteilsklasse oder für zwei oder mehrere Anteilklassen, wie im nachfolgenden Artikel 10 beschrieben, bilden und die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Anteilen eines jeden Teilfonds werden gemäß Artikel 4 dieser Satzung zu ausschließlichen Gunsten des entsprechenden Teilfonds in Wertpapieren oder anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, so wie es durch den Verwaltungsrat jeweils für jeden einzelnen Teilfonds festgelegt wird. Die Gesellschaft bildet eine einzige Einheit; jedoch sind die Rechte der Anteilshaber und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds beschränkt, und die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Rechte der Anteilshaber in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Gründung des Teilfonds, im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. In den Beziehungen zwischen den Anteilshabern der Gesellschaft wird jeder Teilfonds als eine getrennte Einheit behandelt.

Gemäß Artikel 7 kann der Verwaltungsrat innerhalb jedes Teilfonds beschließen, ob und ab welchem Datum Anteile von verschiedenen Klassen in einem Teilfonds ausgegeben werden, und diese Anteile werden unter den Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, ausgegeben werden.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) oder jeder andere Betrag, welcher von Zeit zu Zeit durch die jeweils anwendbare Gesetzgebung bestimmt wird; dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in einunddreißig (31) vollständig einbezahlte Anteile ohne Nennwert des Teilfonds ComStage ETF DAX? TR.

Art. 6. Anteile. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Anteile als Namensanteile und/oder in Inhaberform ausgibt. Anteilszertifikate (nachstehend die "Zertifikate") werden in den verschiedenen Anteilklassen jedes Teilfonds ausgegeben; falls Inhabertzertifikate ausgegeben werden, werden solche Zertifikate mitsamt Coupons in den Stückelungen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, ausgegeben.

Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Diese Unterschriften können entweder handschriftlich, gedruckt oder faksimiliert sein. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine vom Verwaltungsrat dazu ermächtigte Person gegeben werden, in diesem Fall muss es eine handschriftliche Unterschrift sein.

Alle Namensanteile sind in das Anteilsregister der Gesellschaft (nachstehend das "Anteilsregister") einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren durch die Gesellschaft bestimmten Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Anteilsregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensanteilen, seinen Wohnort oder seinen erwählten Wohnsitz, den er der Gesellschaft angegeben hat, sowie die Anzahl der ihm gehörenden Anteile beinhalten und den auf jeden Anteil eingezahlten Betrag enthalten.

Falls Inhaberanteile ausgegeben wurden, können auf Antrag des betreffenden Anteilshabers, Namensanteile in Inhaberanteile sowie Inhaberanteile in Namensanteile umgewandelt werden. Eine Umwandlung von Namens- in Inhaberanteile erfolgt durch Ungültigmachen des Zertifikats, welches die Eintragung der betreffenden Namensanteile bestätigt (falls ein solches Zertifikat herausgegeben wurde), und die Ausgabe von einem oder mehreren Zertifikaten an der Stelle der Namensanteile, und im Anteilsregister wird ein Eintrag betreffend das Ungültigmachen vorgenommen. Die Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile wird durch das Ungültigmachen des Zertifikats sowie den Eintrag der Namensanteilsausgabe in das Anteilsregister getätigt. Auf Anfrage wird ein Zertifikat, welches die Eintragung der betreffenden Namensanteile bestätigt, ausgestellt. Der Verwaltungsrat kann die Kosten einer derartigen Umwandlung dem antragstellenden Anteilshaber belasten.

Ehe Anteile in Inhaberform ausgegeben und ehe Namensanteile in Inhaberanteile umgewandelt werden, kann die Gesellschaft den Verwaltungsrat zufrieden stellende Garantien verlangen, dass die Ausgabe oder Umwandlung nicht als Resultat hat, dass die betreffenden Anteile von einer nicht-genehmigten Person (wie im nachstehenden Artikel 9 definiert) gehalten werden. Im Fall von Inhaberanteilen ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber als den vollberechtigten Eigen-

tümer der Anteile anzusehen; im Fall von Namensanteilen beweist die Eintragung des Namens eines Anteilsinhabers im Anteilsregister das Eigentumsrecht des Anteilsinhabers an den betreffenden Namensanteilen. Die Gesellschaft wird entscheiden, ob ein Zertifikat, welches die Eintragung der betreffenden Namensanteile bestätigt, ausgestellt wird oder ob der Anteilsinhaber eine schriftliche Bestätigung der von ihm gehaltenen Anteile erhält.

Falls Inhaberanteile ausgegeben wurden, erfolgt die Übertragung der Inhaberanteile durch Übergabe der betreffenden Zertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt (i) falls Zertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe der Anteilsgesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, und, (ii) falls keine Zertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche im Anteilsregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht erhalten haben, unterzeichnet und datiert werden. Jede Übertragung von Namensanteilen wird im Anteilsregister eingetragen.

Anteilsinhaber, welche Namensanteile ausgestellt bekommen, werden der Gesellschaft eine Adresse, an die alle Einberufungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben. Diese Adresse wird auch ins Anteilsregister eingetragen.

Falls ein Anteilsinhaber keine Adresse angibt, wird dies im Anteilsregister vermerkt und als Adresse dieses Anteilsinhabers gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Anteilsregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Anteilsinhaber der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Anteilsinhaber kann jederzeit die im Anteilsregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Anteilsinhaber der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Zertifikat(e) verlegt oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen, welche allenfalls Sicherheiten vorsehen (mit einbegriffen aber nicht beschränkt auf eine durch eine Versicherungsgesellschaft ausgegebene Garantie), eine Zweitausfertigung seines/seiner Zertifikate(/s). Bei der Ausgabe eines neuen Zertifikats, auf welchem vermerkt werden muss, dass es sich um eine Zweitausfertigung handelt, wird das Originalzertifikat, für welche das neue Zertifikat ausgestellt wird, ungültig.

Beschädigte Zertifikate können durch die Gesellschaft ungültig gemacht und gegen neue Zertifikate ausgetauscht werden. Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Anteilsinhaber mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Zertifikats und mit allen vernünftigen Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der ursprünglichen Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Falls eine oder mehrere Anteile Besitz von mehreren Personen ist (sind) oder falls der Eigentum an (einem) solchen Anteil(en) umstritten ist, müssen alle Personen, welche einen Besitzanspruch anmelden, einen einzigen Bevollmächtigten ernennen, welcher die betreffende(n) Anteil(e) gegenüber der Gesellschaft vertritt. Falls dies nicht geschieht, werden die Rechte, die mit der/den betreffenden Anteil(en) verbunden sind, suspendiert.

Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilsbruchteile auszugeben. Anteilsbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen der entsprechenden Anteilsklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberanteile werden ausschließlich Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe und Umtausch von Anteilen.

7.1 Ausgabe von Anteilen

Der Verwaltungsrat ist jederzeit im vollem Umfang berechtigt in jedem Teilfonds und in jeder Klasse neue vollständig einzahlte Anteile ohne Nennwert auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Anteilsinhabern Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann die Ausgabe von Anteilen in der Gesellschaft Bedingungen unterwerfen und kann Untergrenzen für Zeichnungen festlegen.

Die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile werden zum Nettovermögenswert je Anteil ausgegeben und laut den Bestimmungen des nachfolgenden Artikel 10 berechnet. Der Ausgabepreis basiert auf dem für die jeweilige Anteilsklasse des jeweiligen Teilfonds gemäß Artikel 10 ermittelten Nettovermögenswert je Anteil, zuzüglich der für die jeweiligen Anteilsklasse vom Verwaltungsrat festgelegten und in der jeweils letzten Fassung des Verkaufsprospekts aufgeführten zusätzlichen Kosten und Prämien. Alle Steuern, Kommissionen und andere Gebühren, welche in den Ländern, in denen die Anteile vertrieben werden, anfallen, werden ebenfalls berechnet.

Die Anteile werden nur ausgegeben und erteilt, nachdem die Zeichnung angenommen wurde und die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt ist. Der Ausgabepreis kann, je nach Beschluss des Verwaltungsrats, in bar, in Sachwerten (wie nachfolgend aufgeführt) oder teils in bar und teils in Sachwerten erfolgen. Zahlungen durch Einbringung in Naturalien von Wertpapieren, die vom Verwaltungsrat ausgewählt werden, werden in Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Gesellschaftsrechts erfolgen und werden insbesondere einer Bewertung in einem durch einen Wirtschaftsprüfer, welcher als "réviseur d'entreprises agréé" zugelassen ist, erstellten Bericht unterworfen.

Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist und in jedem Falle nicht später als zwei (2) Geschäftstage nach dem Bewertungstag, an dem der Zeichnungsantrag angenommen wurde, zahlbar; in diesen Zusammenhang bedeutet ein Bewertungstag in Beziehung auf ein Teilfonds jeden Tag, an dem Banken in Luxemburg und jeder der hauptsächlich geregelten Märkte, auf denen die durch den betreffende Teilfonds gehaltenen Wertpapiere

notiert werden, geöffnet haben oder jeder andere, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Tag, unter der Voraussetzung, dass mindestens zehn (10) Bewertungstage pro Kalendermonat bestehen.

Zeichnungsanträge, welche bei der Gesellschaft oder von einem von ihr ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter vor der vom Verwaltungsrat festgelegten Zeichnungsstichzeit an einem jeden Geschäftstag in Luxemburg eingetroffen sind, werden binnen der vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen und Fristen abgerechnet und eingezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten oder Handlungsbevollmächtigten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung für die neuen Anteile entgegenzunehmen sowie die Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, beim Vertrieb ihrer Anteile und nach eigenem Belieben, mit der Ausgabe von Anteilen aufhören, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen und in Übereinstimmung mit den im nachfolgenden Artikel 11 vorgesehenen Regeln, die Ausgabe von Anteilen an Personen oder Gesellschaften in bestimmten Ländern oder Gebieten zeitweilig oder endgültig aussetzen oder begrenzen.

7.2 Umtausch von Anteilen

Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Anteilsinhaber berechtigt sind, ihre Anteile ganz oder teilweise umwandeln zu lassen, unter der Voraussetzung, dass der Verwaltungsrat (i) Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Anteilklassen und (ii) hierfür die Zahlung von Kosten und Gebühren in von ihm zu bestimmender Höhe festlegen kann. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Anteilen zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit im Verkaufsprospekt der Gesellschaft erwähnt werden.

Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert der zwei betreffenden Anteilklassen, und zwar berechnet zur selben Bewertungszeit.

Fällt aufgrund eines Umwandlungsantrags die Anzahl oder der Gesamt-Nettovermögenswert der von einem Anteilsinhaber in einer Anteilsklasse gehaltenen Anteile unter die vom Verwaltungsrat hierfür festgelegte Grenze, kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass der betreffende Antrag als Antrag auf Umwandlung sämtlicher Anteile dieses Anteilsinhabers in der betreffenden Anteilsklasse behandelt wird. Anteile, die in Anteile einer anderen Anteilsklasse umgewandelt worden sind, werden entwertet.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anteilsinhaber kann die Gesellschaft auffordern, unter den Bedingungen und folgend den Prozeduren, die vom Verwaltungsrat im ausführlichen Verkaufsprospekt festgelegt wurden sowie binnen der Grenzen, die vom Gesetz sowie dieser Satzung vorgesehen sind, sämtliche oder einen Teil seiner Anteile an der Gesellschaft zurückzugeben.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises an einen Anteilsinhaber oder an den Finanzmittler, der die zurückgekauften Anteile gehalten hat, wird, wie von den Verwaltungsratsmitgliedern beschlossen, entweder in bar, in der Basiswährung des Teilfonds oder in einer anderen jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Währung oder in Sachwerten, wie nachfolgend beschrieben, oder in bar und in Sachwerten binnen einer Frist die vom Verwaltungsrat festgelegt wird, die aber drei (3) Geschäftstage bei Barauszahlungen und fünf (5) Geschäftstage bei Auszahlungen in Sachwerten (insofern dies gemäß der geltenden Abwicklungspraktiken der Wertpapiere, die in Sachwerten ausgezahlt werden, möglich ist unter normalen Umständen werden Auszahlungen in Sachwerten innerhalb von fünf (5) Geschäftstagen vorgenommen) nach dem Bewertungstag an dem der Rückkaufsantrag angenommen wurde, nicht überschreiten wird, erfolgen, unter der Voraussetzung, dass die zurückzukaufenden Anteile vor dem Zeitpunkt der Auszahlung des Rückkaufspreises bei der Gesellschaft eingetroffen sind.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises in Sachwerten an einen Anteilsinhaber wird durch Übertragung von Vermögenswerten aus der für jeden Teilfonds gebildeten Vermögenseinheit getätigt; der Wert (welcher in der in Artikel 10 beschriebenen Weise festgesetzt wird) dieser Vermögenswerte entspricht dem Wert des Anteils des Rückkaufspreises der zurückgekauften Anteile, welcher in Sachwerten ausgezahlt wird. Die Art und der Typ der in diesem Falle zu übertragenden Werte wird auf einer fairen und vernünftigen Basis durch den Verwaltungsrat oder dessen Vertreter bestimmt, ohne dass dadurch den Interessen der übrigen Anteilsinhaber des betreffenden Teilfonds geschadet wird. Die Kosten einer solchen Übertragung werden vom Anteilsinhaber, welcher den Rückkauf getätigt hat und sich mit einer Auszahlung in Sachwerten an Stelle einer Barauszahlung einverstanden erklärt hat, getragen.

Der Rückkaufpreis basiert auf den Nettovermögenswert je Anteile, abzüglich eine Rückkaufprovision, falls der Verwaltungsrat eine solchen beschließt; der Betrag dieser Provision wird im Verkaufsprospekt angegeben. Darüber hinaus werden alle Steuern, Kommissionen und andere Gebühren abgezogen, die in den Ländern, in denen die Anteile vertrieben werden, anfallen.

Falls infolge eines Rückkaufantrages die Anzahl oder der gesamte Nettovermögenswert der durch den betreffenden Anteilsinhaber gehaltenen Anteile unter eine vom Verwaltungsrat festgelegte Anzahl oder Wert fallen würde, so kann die Gesellschaft beschließen, diesen Rückkaufsantrag als einen Antrag zum Rückkauf sämtlicher vom betreffenden Anteilsinhaber gehaltenen Anteile zu behandeln.

Falls an einem Bewertungstag Rückkaufs- und Umtauschanträge, welche entsprechend diesem Artikel getätigt wurden, einen gewissen, vom Verwaltungsrat bestimmten Grenzwert des Nettovermögenswertes dieses bestimmten Teilfonds überschreiten, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die Ausführung dieser Anträge auf Rückkauf oder Umtausch ganz oder teilweise ausgesetzt wird und zwar während eines Zeitraums und in einem Maße, die der Verwaltungsrat im

besten Interesse des betreffenden Teilfonds befindet. Am ersten diesem Zeitraum folgenden Geschäftstag werden die betreffenden Rückkaufs- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber den später eingegangenen Anträgen abgewickelt.

Jeder Rückkaufsantrag wird unwiderruflich sein, außer im Falle und während eines Zeitraums, wo Rückkäufe ausgesetzt sind. Ein Rückkaufsantrag muss durch den Anteilsinhaber in schriftlicher Weise (was für die Anwendung dieser Bestimmung Anträge, die durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax oder ähnliche Übertragungsmethoden, welche von einer schriftlichen Bestätigung gefolgt werden, mit einschließt) am Geschäftssitz der Gesellschaft oder, falls die Gesellschaft es beschlossen hat, bei einer anderen von der Gesellschaft als zur Rücknahme von Anteilen Bevollmächtigter bestimmten Person oder Gesellschaft hinterlegt werden, zusammen mit Beweisen ihrer regelgerechten Übertragung.

Der Verwaltungsrat kann jede Beschränkung des Anteilsrückkaufs beschließen, welche ihm als angemessen erscheint; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass während eines Zeitraums oder unter gewissen Umständen, die er festlegt und die im Verkaufsprospekt aufgeführt werden, keine Anteilsrückkäufe getätigt werden.

Bei beträchtlichen Rücknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat beschließen, einen Rückkaufsantrag erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Die Gesellschaft kann des Weiteren zu jeder Zeit einen Zwangrückkauf von Anteilen von Anteilsinhabern, die von dem Kauf oder dem Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen sind, durchführen. Sämtliche durch die Gesellschaft zurückgekauften Anteile werden annulliert.

Art. 9. Beschränkungen des Eigentums an Anteilen. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft durch jede Person, Firma oder Gesellschaft beschränken oder verhindern, nämlich jede Person welche gegen ein Gesetz oder eine Anforderung irgendeines Landes oder Behörde verstößt und jede Person, welche durch ein Gesetz oder eine Anforderung nicht qualifiziert ist, solche Anteile zu besitzen oder falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft anderen Gesetzen (mit einbegriffen, aber nicht ausschließlich, Steuergesetzen) als den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg unterworfen wird (eine "nicht-qualifizierte Person").

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) es ablehnen Anteile auszugeben und es ablehnen im Anteilsregister die Übertragung von Anteilen einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Anteile an eine nicht-qualifizierte Person oder eine Person, welche Anteile in einem Umfang hält, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht, übertragen wird; und

(b) jederzeit von Personen, deren Namen im Anteilsregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Anteilsübertragung im Anteilsregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Anteile der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Anteile von einer nicht-qualifizierten Person führt; und

(c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht-qualifizierten Person anzuerkennen; und

(d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht-qualifizierte Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen ist, vom Anteilsinhaber zu verlangen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft einen Beweis für den Verkauf der Anteile binnen einer Frist von dreißig (30) Tagen nach der betreffenden Mitteilung der Gesellschaft zu erbringen. Falls der betreffende Anteilsinhaber dieser Aufforderung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft zwangsweise sämtliche oder diejenigen Anteile, welche von diesem Anteilsinhaber gehalten werden, zurückkaufen oder einen Rückkauf anordnen, und zwar in folgender Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Anteilsinhaber, in dessen Besitz sich solche Anteile befinden oder der im Anteilsregister als Inhaber der zu kaufenden Anteile aufgeführt ist, eine zweite Mitteilung zu (welche im folgenden "Kaufklärung" genannt wird), in welcher die zu kaufenden Anteile aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers. Eine solche Mitteilung wird dem Anteilsinhaber durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche im Anteilsregister aufgeführt ist, zugestellt. Der Anteilsinhaber ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kaufklärung aufgeführten Zertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kaufklärung festgesetzten Geschäftstages hört der Anteilsinhaber auf, Eigentümer der in der Kaufklärung aufgeführten Anteile zu sein. Im Fall von Namensanteilen wird sein Name aus dem Anteilsregister gestrichen und im Fall von Inhaberanteilen wird/werden das/die Zertifikate annulliert.

(2) Der für die Anteile zu zahlende Preis (welcher im folgenden "Kaufpreis" genannt wird) basiert auf dem Nettovermögenswert je Anteil und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Anteile der Gesellschaft bestimmten Bewertungszeit vor dem Tag des Inkrafttretens der Kaufklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kaufklärung aufgeführten Zertifikate(s) sein, falls dieser niedriger ist. Dieser Wert wird gemäß Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Anteile wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Anteile festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen

Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Käuferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe der in der Käuferklärung erwähnten Anteile zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen. Nach der oben beschriebenen Zustellung der Käuferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Anteile sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Zertifikate (/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Anteilinhaber gemäß diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Käuferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an den betreffenden Teilfonds zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschließen und jede diesbezügliche Schritte der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Anteile einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Käuferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswerts je Anteil. Der Nettovermögenswert eines Anteils eines Teilfonds ergibt sich aus der Teilung des gesamten Nettovermögens des betreffenden Teilfonds durch die Anzahl der sich in Umlauf befindlichen Anteile dieses Teilfonds. Das Nettovermögen eines jeden Teilfonds ist gleich der Differenz zwischen den Vermögenswerten des Teilfonds und seinen Verpflichtungen. Der Nettovermögenswert je Anteil wird in der Basiswährung des betreffenden Teilfonds ausgerechnet und kann, auf Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Währungen ausgedrückt werden.

In Bezug auf Teilfonds, in denen verschiedene Anteilsklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert für jede Anteilsklasse berechnet. Zu diesem Zwecke wird das Nettovermögen dieses Teilfonds, das der betreffenden Anteilsklasse zuzuteilen ist, durch die Anzahl der in dieser Anteilsklasse ausstehenden Anteile geteilt.

Das gesamte Nettovermögen der Gesellschaft wird in Euro ausgedrückt und besteht aus der Differenz zwischen den gesamten Vermögenswerten der Gesellschaft und deren gesamten Verpflichtungen. Zum Zwecke dieser Berechnung wird das Nettovermögen jedes Teilfonds, soweit es nicht in Euro ausgedrückt ist, in Euro umgewandelt und zusammengesetzt.

(l) Die Aktiva der Teilfonds beinhalten:

(1) alle flüssigen Mittel (ob in Kasse gehalten, von Dritten zu erhalten oder bei Dritten hinterlegt), einschließlich der hierauf angefallenen Zinsen;

(2) alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;

(3) alle Wertpapiere, Aktien, Renten, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden (unter dem Vorbehalt, dass die Gesellschaft Anpassungen vornehmen kann, welche mit den im nachstehenden Paragraphen (a) enthaltenen Bestimmungen vereinbar sind, um den Schwankungen des Marktwertes vom Wertpapieren, welche durch Gepflogenheiten wie der "ex-dividend" und "ex-rights" Handel bedingt werden, Rechnung zu tragen);

(4) alle angefallenen Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von den betreffenden Teilfonds gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

(5) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können;

(6) nicht abgeschriebene Gründungskosten des betreffenden Teilfonds, mit einbegriffen die Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb der Anteile der Gesellschaft;

(7) der Liquidationswert aller Termingeschäfte und aller Kaufs- und Verkaufsoptionen bei denen die Gesellschaft offene Positionen hält;

(8) sämtliche sonstigen Vermögenswerte jeder Art einschließlich im voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

(a) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgeannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, außer wenn es jeweils unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

(b) Wertpapiere, die an einer anerkannten Börse notiert sind oder an einem sonstigen geregelten Markt, wie er im nachstehenden Artikel 17, Absatz 1), Paragraphen (a), (b) und (c) definiert wird (ein "Geregelter Markt") gehandelt werden, werden zu ihren letzten verfügbaren amtlichen Schlusskursen oder, falls es mehrere solche Märkte gibt, an Hand ihrer letzten verfügbaren Schlusskurse auf dem wichtigsten Markt für das betreffende Wertpapier, solange diese Kurse

normalerweise dieselben sind als die vom Index-Anbieter bei der Berechnung des Indexes des betreffenden Teilfonds verwendeten Kurse bewertet, und wenn der letzte verfügbare Kurs den marktgerechten Wert der betreffenden Wertpapiere nicht angemessen wiedergibt, wird der Wert dieser Wertpapiere vom Verwaltungsrat auf der Grundlage ihrer angemessener Weise vorhersehbaren Verkaufspreise festgelegt, die nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt werden;

(c) Wertpapiere, die nicht an einem Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird;

(d) unter dem Liquidationswert von Futures, Termingeschäften oder Optionskontrakten, die nicht an Geregelten Märkten gehandelt werden, ist der Nettoliquidationswert zu verstehen, der gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Grundsätzen auf einer für jede der verschiedenen Arten von Verträgen einheitlich angewandten Grundlage ermittelt wird. Der Liquidationswert von Futures, Termingeschäften oder Optionskontrakten, die an Börsen oder sonstigen Geregelten Märkten gehandelt werden, richtet sich nach den letzten verfügbaren Abrechnungspreisen dieser Verträge an Börsen und Geregelten Märkten, an denen die jeweiligen Futures, Termingeschäfte oder Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden; unter der Bedingung, dass dann, wenn einer dieser Futures, Termingeschäfte oder Optionskontrakte nicht an dem Tag liquidiert werden konnte, zu dem das Nettovermögen ermittelt wird, als Grundlage für die Ermittlung des Liquidationswerts dieses Vertrags ein Wert gilt, der vom Verwaltungsrat für angemessen und vernünftig gehalten wird;

(e) Zins-Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf die jeweils geltenden Zinskurven festgelegt wird. Auf Indizes und Finanztitel bezogene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den jeweiligen Index oder Finanztitel festgelegt wird. Die Bewertung des auf einen Index oder Finanztitel bezogenen Swap-Vertrages richtet sich nach dem Marktwert dieses Swap-Geschäfts, der in gutem Glauben entsprechend dem vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird;

(f) alle sonstigen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden zu ihrem marktgerechten Wert bewertet, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird.

In einem bestimmten Teilfonds gehaltene Anlagen, die nicht in der Basiswährung angegeben sind, werden zu dem Wechselkurs in die Basiswährung umgerechnet, der in auf dem hauptsächlichsten Geregelten Markt für den entsprechenden Wert am Bewertungstag vor der Bewertungszeit gilt. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen erlauben, dass andere Bewertungsmethoden verwendet werden, falls dieser der Meinung ist, dass eine solche Bewertung den fairen Verkaufswert einer Anlage der Gesellschaft besser widerspiegelt.

Im Falle von umfangreichen Rückkaufsanträgen, kann die Gesellschaft den Wert der Anteile des betreffenden Teilfonds auf der Basis der Preise zu denen die nötigen Verkäufe von Guthaben der Gesellschaft getätigt werden bestimmen. In einem solchen Falle wird die gleiche Berechnungsgrundlage für alle gleichzeitig eingegangenen Zeichnungs- und Rückkaufsanträge angewendet.

Sämtliche Bewertungsregeln und -kriterien unterliegen den allgemein geltenden Bilanzierungsgrundsätzen und werden nach diesen Grundsätzen ausgelegt. Ist seit Bestimmung des Nettovermögenswertes eine wesentliche Kursänderung auf den Märkten eingetreten, auf denen ein großer Teil der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Anlagenwerte gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung für ungültig erklären und eine zweite Bewertung nach Treu und Glauben durchführen.

Liegt kein Verstoß gegen den Grundsatz von Treu und Glauben, keine grobe Fahrlässigkeit oder kein offensichtlicher Fehler vor, ist jede vom Verwaltungsrat oder von einer vom Verwaltungsrat für die Berechnung des Nettovermögenswertes ernannte Verwaltungsstelle getroffene Entscheidung bei der Berechnung des Nettovermögenswertes endgültig und bindet die Gesellschaft sowie alle gegenwärtigen, ehemaligen und künftigen Anteilhaber.

(II) Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

(1) alle Anleihen, angefallene Wechsel und zu zahlende Abrechnungen;

(2) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf den durch die Teilfonds aufgenommenen Krediten (inklusive der aufgelaufenen Gebühren für die Kreditbereitstellung);

(3) sämtliche fällige und zahlbare Verwaltungskosten (inklusive, soweit anwendbar, Kosten für Verwaltung, Beratung und Portfoliomanagement einschließlich Anreizgebühr, Gebühren für die Depotbank, die Verwaltungsstelle und die Verwaltungsgesellschaft);

(4) alle bekannten, fälligen oder noch nicht fälligen Verbindlichkeiten, darin einbegriffen sämtliche fälligen vertraglichen Verpflichtungen, welche eine Zahlung in bar vorsehen, mit einbegriffen alle von dem Teilfonds beschlossenen und noch nicht ausgezahlten Dividenden;

(5) angemessene von der Gesellschaft bestimmte Rückstellungen für zukünftig fällige Steuern, die auf das Vermögen und Einkommen bis zum Berechnungstag basieren, und andere durch den Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Reserven, falls vorhanden, sowie ein Betrag (falls notwendig) den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;

(6) alle anderen Verpflichtungen jedes Teilfonds, welcher Natur und Art sie auch seien, wie sie in Einklang mit den allgemein anerkannten Buchhaltungsprinzipien bestimmt werden. Um den Betrag dieser Verpflichtungen zu bestimmen, berücksichtigt jeder Teilfonds alle von der Gesellschaft/dem Teilfonds zu tragenden Ausgaben und, darin einbegriffen die

Gründungskosten, Gebühren an die Verwaltungsgesellschaft (falls eine solche ernannt wurde), an Anlageberater oder an Anlageverwalter (einschließlich Gebühren, die leistungsabhängig sind), Gebühren, Kosten, Ausgaben und Barauslagen, welche an ihre Buchhalter, an die Depotbank sowie dessen Korrespondenten, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft beziehungsweise des Teilfonds umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und angemessene Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Bezug auf Verwaltungsratssitzungen, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, jede Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Lizenzkosten für den Gebrauch der verschiedenen Indizes, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Kosten für die Anfertigung, Übersetzung, Druck, Werbung und Verteilung der Verkaufsprospekte, für Erklärungsmemoranda, periodische Berichte oder Registrierungsberichte, die Kosten für die Veröffentlichung des täglichen Nettovermögenswerts und jeder Information betreffend den Schätzwert eines Teilfonds, die Kosten für den Druck von Zertifikaten und die Kosten für jede Berichte an die Anteilinhaber, die Kosten für die Einberufung und Abhaltung der Hauptversammlungen sowie der Verwaltungsratssitzungen, alle Steuern, Abgaben, staatliche und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschließlich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Transaktionskosten, die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rückkaufpreise, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren, sowie Kosten für Post und Telefon und Telex. Jeder Teilfonds kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen.

(III) Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden wie folgt aufgeteilt:

Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Teilfonds auflegen und kann einen Teilfonds mit zwei oder mehr Anteilklassen folgendermaßen erstellen:

(a) sofern zwei oder mehr Anteilklassen für einen bestimmten Teilfonds ausgegeben werden, werden die diesen Anteilklassen zurechenbaren Vermögenswerte nach der für den betreffenden Teilfonds spezifischen Anlagepolitik angelegt. In einem Teilfonds können gegebenenfalls verschiedenen Anteilklassen durch den Verwaltungsrat aufgelegt werden, die jede (i) eine spezifische Ausschüttungspolitik haben, die zum Beispiel zu Ausschüttungen berechtigt ("ausschüttende Anteile") oder nicht zu Ausschüttungen berechtigt ("thesaurierende Anteile") und/oder (ii) eine spezifische Zeichnungs- und Rückkaufgebührenstruktur haben und/oder (iii) eine spezifische Anlageverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur haben und/oder andere vom Verwaltungsrat festgelegte Kriterien haben;

(b) der Gegenwert der Ausgabe von Anteilen an jeder einzelnen Anteilklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Anteilklasse zugeteilt; falls mehrere Anteilklassen in dem betreffenden Teilfonds in Umlauf sind, wird der entsprechende Gegenwert den der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnenden Anteilinhaber am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen;

(c) Vermögenswerte, Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Anteilklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt;

(d) derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt;

(e) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder aufgrund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet;

(f) sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Zahl der Teilfonds oder auf Basis der Anteilswerte der Anteilklassen zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat; und

(g) Ausschüttungen an die Anteilinhaber einer Anteilklasse vermindern den Wert der Anteile dieser Anteilklasse um den Ausschüttungsbetrag.

(IV) Zum Zweck der Bestimmung des Nettovermögenswerts gelten folgende Regeln:

(1) Anteile, welche gemäß Artikel 8 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zur entsprechenden Bewertungszeit, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(2) Anteile, die von der Gesellschaft ausgegeben werden sollen, gelten als ausgegeben unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung an nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zu der entsprechenden Bewertungszeit; von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

(3) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert des betreffenden Teilfonds berechnet wird, werden auf der Grundlage des Devisenkurses, der auf dem hauptsächlichen Geregelten Markt des betreffenden Vermögenswertes an dem der Bewertungszeit vorhergehenden Bewertungstag vorherrscht, bewertet; und

(4) Soweit die Gesellschaft zu einer Bewertungszeit:

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Falls der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte zu der entsprechenden Bewertungszeit nicht berechnet werden kann, ist er vom Verwaltungsrat zu schätzen.

Art. 11. Frequenz und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswerts je Anteil, sowie der Ausgabe, der Rücknahme und dem Umtausch von Anteilen. Der Nettovermögenswert je Anteil und der Ausgabe- sowie der Rückkaufpreis für Anteile wird jeweils durch die Gesellschaft oder einen durch die Gesellschaft dazu bevollmächtigten Vertreter berechnet, in eine vom Verwaltungsrat festgelegten Frequenz, aber wenigstens zweimal im Monat; das Datum oder der Zeitpunkt der Berechnung wird in dieser Satzung als "Bewertungszeit" bezeichnet.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen der Frequenz der Anteilsausgaben beschließen; er kann insbesondere entscheiden, dass die Anteile nur während einer oder mehreren Zeichnungsfristen oder in einer anderen, in den Verkaufsdokumenten angegebenen Periodizität ausgegeben werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswerts je Anteil sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

(a) während eines Zeitraums, in dem eine der wichtigsten Börsen oder einer der sonstigen Märkte, an denen ein erheblicher Teil der Anlagen der Gesellschaft, die jeweils auf diesen Teilfonds entfallen, notiert ist oder gehandelt wird, oder die Devisenmärkte für die Währungen, in denen der Nettovermögenswert oder ein erheblicher Teil des Vermögens des betreffenden Teilfonds denominiert ist, geschlossen sind - außer an den üblichen Feiertagen - oder an dem der Handel an diesen Märkten beschränkt oder ausgesetzt ist, unter der Bedingung, dass die Schließung dieser Börse oder die genannte Beschränkung oder Aussetzung sich auf die Bewertung der darin notierten Anlagen des betreffenden Teilfonds auswirkt; oder

(b) während des Bestehens von Umständen, die einen Notfall darstellen, in Folge dessen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen im Bestand der Gesellschaft undurchführbar wäre oder eine solche Veräußerung oder Bewertung von Nachteil für die Interessen der Anteilhaber wäre; oder

(c) während eines Ausfalls der Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Preises oder Wertes einer der Anlagen dieses Teilfonds oder des aktuellen Preises oder Wertes des auf diesen Teilfonds entfallenden Vermögens an einer Börse eingesetzt werden; oder

(d) wenn aus einem anderen Grunde, auf den der Verwaltungsrat keinen Einfluss hat, die Preise von Anlagen im Bestand der Gesellschaft nicht unverzüglich oder nicht genau ermittelt werden können; oder

(e) in einem Zeitraum, in dem die Gesellschaft keine Mittel zurückführen kann, um Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen vorzunehmen, oder in dem ein Transfer von Mitteln zur Realisierung oder Akquisition von Anlagen oder Zahlungen auf Grund von Rücknahmen von Anteilen nach Auffassung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden kann; oder

(f) nach der Veröffentlichung einer Einladung zu einer Hauptversammlung der Anteilhaber zu dem Zweck, die Auflösung der Gesellschaft oder eines der Teilfonds zu beschließen. Eine Mitteilung über eine solche Aussetzung wird, falls angemessen, durch die Gesellschaft veröffentlicht und kann denjenigen Anteilhabern, die einen Antrag auf Zeichnung, Rückkauf oder Umtausch betreffend Anteile, deren Berechnung des Nettovermögenswerts ausgesetzt wurde, mitgeteilt werden.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei (3) Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Anteilhaber der Gesellschaft sein. Sie werden für eine maximale Amtszeit von sechs (6) Jahren gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Anteilhabern in einer Hauptversammlung gewählt; diese wird weiterhin die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Außer in Bezug auf die Verwaltungsratsmitglieder, die durch die unverzüglich nach der Gesellschaftsgründung abzuhaltende Hauptversammlung können nur Kandidaten, welche durch den Ernennungsausschuss (wie er in Artikel 16 dieser Satzung vorgesehen ist) vorgeschlagen wurden, als Verwaltungsratsmitglieder ernannt werden.

Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann mit oder ohne Angabe von Gründen durch Beschluss der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden. Im Fall der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig diese Vakanz ausfüllen; es können lediglich Kandidaten vom Nominierungsausschuss als Verwaltungsratsmitglieder ernannt werden. Die Anteilhaber werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Hauptversammlung treffen.

Der Verwaltungsrat wird in Einklang mit seinen internen Regeln und Vorschriften, sowie diese durch einen Beschluss des Verwaltungsrats, welcher jeweils mit einer Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent (75 %) der sich im Amt befindlichen Verwaltungsratsmitglieder gefasst wurde, festgelegt und abgeändert wurde, operieren. Die internen Regeln und Vorschriften sind für alle Organe der Gesellschaft verbindlich.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen der Anteilsinhaber verfassen wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Hauptversammlungen der Anteilsinhaber führen. In seiner Abwesenheit können die Anteilsinhaber oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Hauptversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers und beigeordneten Geschäftsführern sowie andere leitende Angestellte, die der Verwaltungsrat als für den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft nötig erachtet, ernennen. Diese Ernennung kann jederzeit durch den Verwaltungsrat aufgehoben werden. Solche leitenden Angestellten müssen weder Anteilsinhaber noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im Voraus schriftlich an sämtliche Verwaltungsratsmitglieder erfolgen, außer in Notfallsituationen, in welchem Falle die Natur der Notfallsituation in dem Einberufungsschreiben angegeben werden muss. Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Einberufung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig, es müssen jedoch stets mindestens zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder persönlich an der Sitzung teilnehmen.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und Teilnehmer, welche solchermaßen der Versammlung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein und den Beweis für die Zustimmung zum Beschluss darstellen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft ernennen, welche dem Kapitel 13 des Gesetzes von 2002 unterliegt und welche die Verwaltungsaufgaben wahrnehmen wird, die im Anhang II dieses Gesetzes beschrieben sind.

Jeder Beschluss, die nachfolgenden Verträge zu kündigen oder sie auf wesentlichen Punkten abzuändern, bedarf der Zustimmung des Hauptversammlung der Anteilsinhaber, und zwar gemäß den in Artikel 29 dieser Satzung vorgesehenen Bedingungen:

- der zwischen der Gesellschaft und der Verwaltungsgesellschaft abgeschlossene Verwaltungsvertrag,
- der zwischen der Gesellschaft, beziehungsweise, sofern gesetzlich vorgeschrieben, der durch die Gesellschaft ernannte Verwaltungsgesellschaft, und Commerzbank AG, Frankfurt am Main, Deutschland abgeschlossene Vermögensverwaltungsvertrag, und
- der zwischen der Gesellschaft, beziehungsweise, sofern gesetzlich vorgeschrieben, der durch die Gesellschaft ernannte Verwaltungsgesellschaft, und Commerzbank AG, Frankfurt am Main, Deutschland abgeschlossene Vertriebsvertrag.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Der Verwaltungsrat kann zur gegebenen Zeit einen oder mehrere Ausschüsse bilden, welche sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, und welchen er angemessene Befugnisse und Rollen zuteilt. Die Gesellschaft operiert gemäß ihrer internen Regeln und Vorschriften, wie in Artikel 12 beschrieben. In jedem Falle wird der Verwaltungsrat einen Nominierungsausschuss bilden, welcher als Aufgabe hat, eine Liste von Kandidaten aufzusetzen, von der die Hauptversammlung die Verwaltungsratsmitglieder wählen wird.

Art. 17. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat ist befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung die Anlagepolitik und -strategien der Gesellschaft und die Führung der Verwaltung und Geschäfte der Gesellschaft zu bestimmen. Dies im Rahmen der Beschränkungen, die der Verwaltungsrat unter Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes von 2002 oder denjenigen, welche durch die Gesetze und Regelungen derjenigen Länder, in denen die Anteile zum Verkauf angeboten werden, vorgeschrieben sind, oder denjenigen, welche zu gegebener Zeit durch Beschlüsse des Verwaltungsrats angenommen wurden und die im Verkaufsprospekt beschrieben sind.

17.1 Die Anlagen dürfen ausschließlich bestehen aus:

(a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem geregelten Markt im Sinne des Gesetzes von 2002 notiert bzw. gehandelt werden;

(b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union (ein "EU-Mitgliedstaat"), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

(c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines europäischen, amerikanischen, asiatischen, afrikanischen oder ozeanischen Landes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

(d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen unter der Voraussetzung, dass ein Antrag auf Zulassung zur amtlichen Notierung bzw. zum Handel an einer unter (a) bis (c) genannten Wertpapierbörse oder an einem unter (a) bis (c) erwähnten geregelten Markt gestellt wurde und die Bewilligung dieses Antrags innerhalb eines Jahres nach der Emission sichergestellt ist;

(e) Anteile von nach der OGAW-Richtlinie zugelassenen OGAW und/ oder OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat oder einem Drittland, sofern:

* diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

* das Schutzniveau der Anleger in diesen anderen OGA dem Schutzniveau der Anleger in einem OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufen von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der OGAW-Richtlinie gleichwertig sind;

* die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten sind, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

* der OGAW oder der andere OGA, dessen Aktien erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10 % seines Vermögens in Anteile anderer OGAW oder OGA anlegen darf;

* ein Teilfonds kann höchstens 10 % seines Vermögens in Anteile anderer OGAW oder OGA investieren, sofern nichts anders in der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds definiert ist.

(f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

(g) abgeleiteten Finanzinstrumenten ("Derivate"), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den Buchstaben (a), (b) und (c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivaten"), sofern;

* es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne der Buchstaben (a) bis (h) oder um Finanzindices, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäß den Anlagezielen ihrer Satzung investieren darf;

* die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen sind;

* die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können;

(h) Geldmarktinstrumenten im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2002, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden:

* von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines EU-Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert, oder

* von einem Unternehmen begeben wird, dessen Wertpapiere auf den unter Buchstaben (a), (b) und (c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

* von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, welche von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die Unterlegung von Verbindlichkeiten mittels Wertpapieren durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

17.2 Jeder Teilfonds:

* kann höchstens 10 % seines Vermögens in anderen als den in Abschnitt 17.1 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen;

* darf bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben, das für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich ist;

* darf weder Edelmetalle noch Zertifikate über diese erwerben;

* darf daneben flüssige Mittel halten. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von 12 Monaten oder weniger, welche regelmäßig ausgehandelt werden, werden für diese Zwecke als flüssige Mittel betrachtet.

17.3 Nach dem Grundsatz der Risikostreuung kann jeder Teilfonds nicht mehr als 10 % seines Nettovermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung anlegen. Jeder Teilfonds kann höchstens 20 % seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

17.4 Der Gesamtwert aller Wertpapiere und Geldmarktinstrumente jener Emittenten, in welchen mehr als 5 % des Vermögens eines Teilfonds angelegt sind, darf nicht mehr als 40 % des Vermögens jenes Teilfonds betragen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

17.5 Das Ausfallrisiko bei Geschäften eines Teilfonds mit OTC-Derivaten darf 10 % des Vermögens des Teilfonds nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Abschnitt 17.1 Buchstabe (f) ist, ansonsten 5 % des Vermögens des Teilfonds.

17.6 Ungeachtet der voranstehenden festgesetzten Obergrenzen darf jeder Teilfonds bei ein und derselben Einrichtung nicht mehr als 20 % seines Nettovermögens in einer Kombination aus:

* von dieser Einrichtung ausgegebenen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten,

* Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

* Risiken auf OTC-Derivate eingehen, die in Bezug auf diese Einrichtung bestehen investieren.

17.7 Abweichend von den obengenannten Regeln gilt:

(a) Die im vorstehenden Abschnitt 17.3 angegebene Grenze von 10 % kann auf höchstens 25 % erhöht werden für qualifizierte Schuldverschreibungen, die von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Geschäftssitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und das nach geltendem Recht einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, die den Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen zum Ziel hat. Insbesondere müssen die Erträge aus der Emission dieser Schuldverschreibungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und vorrangig für die beim Ausfall des Emittenten fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sein. Soweit ein Teilfonds mehr als 5 % seines Vermögens in Schuldverschreibungen anlegt, die von einem solchen Emittenten ausgegeben werden, darf der Gesamtwert dieser Anlagen 80 % des Vermögens dieses Teilfonds nicht überschreiten.

(b) Die im vorstehenden Abschnitt 17.3 angegebene Grenze von 10 % kann auf höchstens 35 % erhöht werden, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

(c) Die unter die ersten beiden Abschnitte fallenden Wertpapiere werden bei der Ermittlung der in Bezug auf die Risikostreuung erwähnten 40 %- Obergrenze nicht berücksichtigt.

(d) Die unter Abschnitt 17.3 bis 17.6 und 17.7(a) und (b) genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; daher dürfen die unter diesen Absätzen genannten Anlagen in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten bei desselben in keinem Fall 35 % des Nettovermögens eines Teilfonds übersteigen.

(e) Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der unter den Abschnitten 17.3 bis 17.7 vorgesehenen Anlagegrenzen als ein einziger Emittent anzusehen.

(f) Anlagen eines Teilfonds in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 20 % des Vermögens des betreffenden Teilfonds erreichen.

17.8 Ein Teilfonds ist ermächtigt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente müssen in mindestens sechs verschiedene Emissionen aufgeteilt sein, wobei Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30 % des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

17.9 Jeder Teilfonds muss innerhalb von sechs Monaten seit dem Tag seiner Zulassung den Vorgaben der Abschnitte 17.3 bis 17.8 und 17.10 entsprechen.

(a) Die Gesellschaft darf höchstens 20 % des Vermögens eines Teilfonds in Aktien ein und desselben OGAW und/oder anderer OGA gemäß Abschnitt 17.1(e) anlegen, sofern nichts anderes im Verkaufsprospekt angegeben ist.

Zum Zwecke der Anwendung dieser Anlagegrenze wird, im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, jeder Teilfonds eines OGA mit mehreren Teilfonds als eigenständiger Emittent betrachtet, unter der Voraussetzung, dass die Trennung der Haftung der Teilfonds in Bezug auf Dritte sichergestellt ist.

Die Anlagen in Anteile von anderen OGA als OGAW dürfen insgesamt 30 % des Vermögens des Teilfonds nicht übersteigen, sofern nichts anderes im Verkaufsprospekt angegeben ist.

Wenn ein Teilfonds Aktien eines OGAW und/oder anderer OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betroffenen OGAW oder OGA in bezug auf die in den Abschnitten 17.3 bis 17.7 genannten Obergrenzen nicht berücksichtigt.

(b) Erwirbt ein Teilfonds Aktien anderer OGAW und/oder anderer OGA, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft, keine Verwaltungsgebühren sowie für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteile dieser OGAW und/oder OGA durch den Teilfonds keine Gebühren berechnen.

17.10 Es ist der Gesellschaft untersagt, Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Gesellschaft ermöglicht, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

17.11 Es ist der Gesellschaft untersagt, mehr als:

- * 10 % der stimmrechtlosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- * 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- * 25 % der Aktien ein und desselben OGAW und/oder OGA
- * 10 % der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten

zu erwerben. In den drei letztgenannten Fällen brauchen die Beschränkungen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Geldmarktinstrumente und der Nettobetrag der ausgegebenen Aktien im Zeitpunkt des Erwerbes nicht feststellen lassen.

17.12 Die in den Abschnitten 17.10 und 17.11 genannten Begrenzungen sind nicht anzuwenden

* auf Wertpapiere und Geldmarktinstrumenten, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

* auf von einem Drittstaat begebene oder garantierte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente;

* auf Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören;

* auf Aktien, die ein Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Drittstaates in ihrer Anlagepolitik die in den Abschnitten 17.3 bis 17.7 sowie 17.9a bis 17.11 festgelegten Grenzen nicht überschreitet. Bei Überschreitung der in den Abschnitten 17.3 bis 17.7 und 17.9a vorgesehenen Grenzen finden die Vorschriften der Abschnitte 17.9 und 17.16 sinngemäß Anwendung;

* auf von Teilfonds gehaltene Aktien am Kapital von Tochtergesellschaften, die im Niederlassungsstaat der Tochtergesellschaft lediglich und ausschließlich Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf den Rückkauf von Anteile auf Wunsch der Anleger ausüben.

17.13 Die Gesellschaft kann für einen oder mehrere ihrer Teilfonds die Anlagepolitik verfolgen, die Zusammensetzung eines bestimmten von der CSSF anerkannten Index abzubilden, sofern:

- * die Zusammensetzung des Index ausreichend diversifiziert ist;
- * der Index eine adäquate Benchmark für den zu Grunde liegenden Markt darstellt;
- * seine Veröffentlichung in geeigneter Weise erfolgt.

Vorbehaltlich anderer anwendbarer Beschränkungen kann die Gesellschaft bis zu 20 % ihres Vermögens für die betreffenden Teilfonds in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten anlegen. Diese Grenze liegt bei 35 %, wo außergewöhnliche Marktbedingungen dies rechtfertigen. Dies gilt insbesondere für geregelte Märkte, an denen vorwiegend übertragbare Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente gehandelt werden. Eine Anlage in Höhe von bis zu dieser Obergrenze von 35 % ist nur für einen einzigen Emittenten zulässig.

Teilfonds, welche die Nachbildung eines Index zum Anlageziel haben, können Anlagen in Indexkomponenten entweder direkt über Wertpapieranlagen oder indirekt über den Einsatz von derivativen Finanzinstrumenten tätigen.

Jeder Teilfonds kann Kredite bis zu 10 % seines Nettovermögens aufnehmen, sofern diese Kreditaufnahme nur vorübergehend erfolgt. Jeder Teilfonds darf jedoch Fremdwährung durch ein "Back-to-Back"-Darlehen erwerben. Jeder Teilfonds kann Kredite bis zu 10 % seines Vermögens aufnehmen, sofern es sich um Kredite handelt, die den Erwerb von Immobilien ermöglichen sollen, die für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich sind. In diesem Fall dürfen diese sowie die vorstehend genannten Kredite zusammen 15 % des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

17.14 Die Gesellschaft darf keine Kredite gewähren oder als Bürge für Dritte eintreten. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren sowie den im ausführlichen Verkaufsprospekt beschriebenen Wertpapierleihgeschäften nicht entgegen. Diese Beschränkung gilt nicht für Einschusszahlungen bei Optionsgeschäften und sonstigen ähnlichen Transaktionen, die entsprechend geltender Marktpraxis vorgenommen werden.

17.15 Kein Teilfonds wird Wertpapiere kreditbasiert kaufen (es sei denn der Teilfonds nimmt für die Abrechnung von Käufen oder Verkäufen von Wertpapieren kurzfristig Kredite auf) oder Wertpapierleerverkäufe vornehmen oder eine Leerverkaufsposition unterhalten. In den unten beschriebenen Grenzen sind Einlagen auf anderen Konten im Zusammenhang mit Options-, Termin- oder Future-Kontrakten erlaubt.

17.16 Die Gesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anleger weitere Anlagebegrenzungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, in denen Anteile der Gesellschaft angeboten und verkauft werden. In diesem Fall wird der ausführliche Verkaufsprospekt angepasst.

17.17 Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds Optionsscheine auf Wertpapiere erwerben.

17.18 Die Gesellschaft darf keine Wertpapierleerverkäufe tätigen.

17.19 Werden die oben genannten Grenzen aus Gründen außerhalb des Einflussbereichs der Gesellschaft und/oder eines Teilfonds oder infolge der Ausübung von mit Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten verbundenen Bezugsrechten überschritten, so muss die Gesellschaft und/oder der Teilfonds unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger vorrangig Verkaufsgeschäfte zur Behebung dieser Situation tätigen.

17.20 Das Unternehmen darf die folgenden Risiken/Bedingungen nicht missachten, welche mit der Anlage in Anteile anderer offener und geschlossener OGA verbunden sind:

Falls die Anlage in einem anderen offenen oder geschlossenen OGA getätigt wird, der keiner andauernden, gesetzlich vorgeschriebenen und von einer Aufsichtsbehörde in seinem Heimatland durchgeführten Kontrolle zum Schutz der Anleger unterliegt, ist der Schutz vor möglichen Verlusten geringer.

Infolge möglicher gesetzlicher, vertraglicher oder gerichtlicher Einschränkungen besteht die Möglichkeit, dass die Anlagen in anderen offenen und geschlossenen OGA nur schwer zu verkaufen sind.

Keiner der Teilfonds investiert mehr als 15 % seiner Vermögenswerte in Schuldpapieren, wie dies in der von der Europäischen Union verabschiedeten Richtlinie 2003/48/EG im Bereich der Besteuerung von Zinserträgen definiert ist.

Art. 18. Anlageberater. Der Verwaltungsrat kann einen Anlageberater ernennen (nachstehend der "Anlageberater") der die Gesellschaft mit Empfehlungen und Beratung im Zusammenhang mit der laut den Bestimmungen von Artikel 17 festgelegten Anlagepolitik berät.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam gemacht, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, oder leitende Angestellte der Gesellschaft zu einer anderen Gesellschaft oder Firma eine Beziehung haben oder Verwaltungsratsmitglied, Direktor, leitender Angestellter oder sonstiger Angestellter dieser Gesellschaft oder dieser juristischen Person sind. Inanspruchnahmen sind unzulässig.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft an einem Vertrag oder einem Geschäft mit der Gesellschaft ein persönliches Interesse hat, und zwar ein anderes als das, welches dadurch entsteht, dass er Verwaltungsratsmitglied, Direktor, leitender oder sonstiger Angestellter oder Besitzer von Anteilen oder sonstigen Interessen in der anderen Vertragspartei ist, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, dieser Direktor, oder dieser leitende

Angestellte den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen, und er darf weder an der Beratung, noch an der Beschlussfassung über einen solchen Vertrag oder ein solches Geschäft teilnehmen. Ein solcher Vertrag oder ein solches Geschäft sowie ein solches persönliches Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, Direktors oder leitenden Angestellten werden der nächsten Hauptversammlung der Anteilhaber mitgeteilt.

Die Gesellschaft muss sich bemühen, Interessenkonflikte zu vermeiden und, wenn sich diese nicht vermeiden lassen, dafür sorgen, dass die von ihr verwalteten OGA nach Recht und Billigkeit behandelt werden.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Gesellschaft kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigten, oder ihren Erben, Vollstrecker und Administratoren die eingegangenen vernünftigen Ausgaben im Rahmen der Handlungen, die er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft durchgeführt hat oder, auf Bitte der Gesellschaft, falls jene ihn nicht entschädigt, als Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter einer anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär ist oder eine Forderung hat, vergüten. Dies beinhaltet nicht jene Handlungen für deren grobe Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft oder anderen Pflichtverletzungen das Verwaltungsratsmitglied oder der Bevollmächtigte haften muss aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses, oder eine solche grobe Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft oder andere Pflichtverletzungen anerkannt worden ist. Im Falle einer Schlichtung betrifft die Vergütung lediglich jene Angelegenheiten, in denen die Gesellschaft sich Rat geholt hat und feststellen kann, dass sie die Pflichtverletzungen nicht betreffen. Das Recht auf Vergütung schließt keine anderen Ansprüche seitens dieser Personen aus.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Buchhaltungsdaten der Gesellschaft die im Geschäftsbericht der Gesellschaft enthalten sind, werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, welcher von der Hauptversammlung der Anteilhaber ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäß Gesetz von 2002 wahrnehmen.

Titel IV. Hauptversammlungen, Rechnungsjahr, Ausschüttungen

Art. 22. Allgemeine Bestimmungen. Die Hauptversammlung der Anteilhaber vertritt die Gesamtheit aller Anteilhaber der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Anteilhaber. Die Hauptversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Hauptversammlungen. Die Hauptversammlung der Anteilhaber wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Verlangen von Anteilhabern, die mindestens zehn Prozent (10 %) des Anteilkapitals halten, einberufen werden. Die ordentliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am zweiten Dienstag im Oktober in Luxemburg-Stadt um 11 Uhr, an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, statt.

Sofern der erwähnte Tag kein Geschäftstag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten. Weitere, außerordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie im Einberufungsschreiben angegeben werden.

Die Anteilhaber kommen auf Einberufung durch den Verwaltungsrat zusammen. Der Verwaltungsrat wird ein Einberufungsschreiben, welches die Tagesordnung enthält, wenigstens acht (8) Tage vor der Versammlung jedem Anteilhaber, der Namensanteile hält, an seine im Anteilsregister eingetragene Adresse zuschicken. Der Verwaltungsrat muss die Absendung dieser Schreiben an die Halter von Namensanteilen der Hauptversammlung nicht nachweisen. Der Verwaltungsrat bestimmt die Tagesordnung außer in den Fällen, wo die Versammlung auf schriftlichen Antrag von Anteilhabern einberufen wurde, in diesem Falle kann der Verwaltungsrat zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung setzen.

Falls Inhaberanteilen ausgegeben wurde, wird das Einberufungsschreiben zusätzlich, wie gesetzlich vorgesehen, im "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" sowie in einer oder mehreren luxemburgischen Zeitungen und denjenigen anderen Zeitungen, die der Verwaltungsrat bestimmen kann, veröffentlicht.

Falls alle Anteile als Namensanteile bestehen und falls keine Veröffentlichungen gemacht wurden, können die Einberufungsschreiben nur durch Einschreibebrief verschickt werden.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschließen, die seitens der Anteilhaber erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können. Die auf einer Hauptversammlung der Anteilhaber behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Jeder Anteil eines jeden Teilfonds und Anteilsklasse verfügt über eine Stimme, und dies ungeachtet ihres Nettovermögenswerts, der dem betreffende Teilfonds und Anteilsklasse entspricht, entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Nur ganze Anteile haben ein Stimmrecht. Ein Anteilhaber kann sich auf jeder Hauptversammlung der Anteilhaber durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Anteilhaber sein muss, aber ein Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

Die Anteilsinhaber der für einen bestimmten Teilfonds ausgegebenen Anteilsklasse oder Anteilsklassen können jederzeit Hauptversammlungen zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten. Darüber hinaus können die Anteilsinhaber einer Anteilsklasse jederzeit Hauptversammlungen zur Regelung von ausschließlich diese Anteilsklasse betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen dieses Artikels 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8, 9 und 10 gelten für diese Hauptversammlungen entsprechend. Soweit gesetzlich oder in dieser Satzung nicht anderweitig vorgeschrieben, werden Beschlüsse der Hauptversammlung von Anteilsinhabern eines Teilfonds oder einer Anteilsklasse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Anteilsinhaber gefasst.

Ein von der Hauptversammlung der Anteilsinhaber der Gesellschaft gefasster Beschluss, der eine Auswirkung auf die Rechte der Anteilsinhaber einer Klasse gegenüber den Rechten der Anteilsinhaber einer oder mehrerer anderer Anteilsklassen hat, unterliegt einem Beschluss der Hauptversammlung der Anteilsinhaber dieser Klasse(n) gemäß Artikel 68 des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften mit seinen entsprechenden Ergänzungen.

Art. 24. Liquidation und Verschmelzung von Teilfonds. Für den Fall, dass aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert eines Teilfonds oder der Nettovermögenswert einer Anteilsklasse innerhalb eines Teilfonds unter den Betrag fällt oder den Betrag nicht erreicht, den der Verwaltungsrat als Minimum für einen wirtschaftlich sinnvollen Einsatz dieses Teilfonds oder dieser Anteilsklasse festgelegt hat, oder dass es zu einer erheblichen Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Situation kommt, oder als wirtschaftliche Rationalisierungsmaßnahme kann der Verwaltungsrat die zwangsweise Rücknahme aller Anteile der betreffenden Anteilsklasse(n) beschließen, wobei die Rücknahme zum Nettovermögenswert pro Anteil erfolgt (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten), berechnet an dem Bewertungsstichtag, zu dem dieser Beschluss wirksam ist abzüglich einer anteilmäßigen Zeichnungs-/ Rücknahmegebühr (oder im Falle von Barrückzahlungen einer Barrückzahlungsgebühr) sowie jeglicher Transfersteuern und Liquidationskosten. Die Gesellschaft macht den Anteilsinhabern der betreffenden Anteilsklasse(n) vor dem Stichtag der Zwangsrücknahme eine Mitteilung darüber, in der Begründung und Verfahren der Rücknahme aufgeführt sind. Inhaber von Namensanteile erhalten eine schriftliche Mitteilung; Inhaber von Inhaberanteile werden durch öffentliche Bekanntgabe in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen informiert. Wenn nicht zur Wahrung der Interessen der Anteilsinhaber oder zum Zwecke der Gleichbehandlung aller Anteilsinhaber anders entschieden wird, können die Anteilsinhaber des betreffenden Teilfonds auch weiterhin verlangen, dass die Rücknahme oder Umwandlung ihrer Anteile vor dem Stichtag der Zwangsrücknahme gebührenfrei erfolgt (jedoch unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten).

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat durch den vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Hauptversammlung der Anteilsinhaber einer oder aller der in einem Teilfonds ausgegebenen Anteilsklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrats sämtliche in diesem Teilfonds ausgegebenen Anteile der betreffenden Anteilsklasse(n) zurücknehmen und den Anteilsinhabern den Nettovermögenswert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten) erstatten, berechnet an dem Bewertungszeit, zu der der betreffende Beschluss wirksam ist. Für diese Hauptversammlung gibt es keine Anwesenheitsvorschriften, und die Beschlussfassung erfolgt mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen.

Vermögenswerte, die bei Durchführung der Rücknahme nicht den Empfangsberechtigten ausgehändigt werden können, verbleiben für die Dauer von neun Monaten nach Rücknahme bei der Depotbank; danach werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignations zugunsten der Empfangsberechtigten verwahrt. Sämtliche zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter denselben Voraussetzungen wie in Abschnitt 1 dieses Artikels kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen Teilfonds innerhalb der Gesellschaft oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen nach Teil I des Gesetzes von 2002 oder einem anderen Teilfonds innerhalb solch eines Organismus für gemeinsame Anlagen (der "neue Teilfonds" genannt) zuzuteilen und die Anteile der betreffenden Anteilsklasse(n) in Anteile einer anderen Anteilsklasse umzubenennen (nach erfolgter Aufteilung oder Konsolidierung, sofern erforderlich, und Auszahlung des einem anteiligen Anspruch entsprechenden Betrages an die Anteilsinhaber). Die Veröffentlichung eines solchen Beschlusses erfolgt in derselben Weise wie im ersten Absatz dieses Artikels beschrieben (wobei die Veröffentlichung darüber hinaus Informationen zu dem neuen Teilfonds enthält), und zwar einen Monat vor dem Zeitpunkt, zu dem die Zusammenlegung wirksam wird: dadurch haben die Anteilsinhaber die Möglichkeit, innerhalb dieser Frist eine gebührenfreie Rücknahme oder Umwandlung ihrer Anteile zu beantragen.

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat durch den vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Hauptversammlung der Anteilsinhaber der in dem betreffenden Teilfonds ausgegebenen Anteilsklasse(n) eine Zusammenlegung von mehreren Teilfonds innerhalb der Gesellschaft beschließen; für einen solchen Beschluss gibt es keine Anwesenheitsvorschriften, und die Beschlussfassung erfolgt mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen.

Die Einbringung von einem bestimmten Teilfonds zuzurechnenden Vermögen und Verbindlichkeiten in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (siehe Absatz 5 dieses Artikels) oder in einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen bedarf der Beschlussfassung durch die Anteilsinhaber der in dem betreffenden Teilfonds ausgegebenen Anteilsklasse(n); dabei ist ein Quorum von fünfzig Prozent (50 %) der ausgegebenen Anteile vorgeschrieben, und der Beschluss muss mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst werden. Dies gilt jedoch nicht, wenn die Zusammenlegung mit einem in Luxemburg

ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen des vertraglichen Typs ("fonds commun de placement") oder einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen durchgeführt werden soll; in diesem Fall binden Beschlüsse nur diejenigen Anteilseinhaber, die für diese Zusammenlegung gestimmt haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am 1. Juli und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Hauptversammlung eines jeden Teilfonds oder Anteilsklasse wird, binnen der gesetzlich festgelegten Grenzen, bestimmen, wie über den Gewinn der Gesellschaft verfügt wird, und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen beschließen, unter der Bedingung, dass das Anteilskapital der Gesellschaft nicht unter das gesetzliche Minimum fällt. Unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen kann der Verwaltungsrat die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen.

Die Zahlung der Dividenden erfolgt, im Falle von Namensanteilen, an die im Anteilsregister aufgeführte Adresse und im Falle von Inhaberanteilen, auf Vorlage des betreffenden Anteilscoupons bei dem oder den von der Gesellschaft angegebenen Vertretern. Ausschüttungen können in der Währung, zu dem Zeitpunkt und an der Stelle, die vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt wurden, ausgezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Anteilsdividenden anstelle von Dividenden in bar auszuzahlen, unter den vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Bedingungen.

Unter Bezugnahme auf den Täglichen Nettovermögenswert je Anteil kann ein Ertragsausgleichsbetrag berechnet werden, der den aufgelaufenen Nettoertrag (oder -verlust) zu dem Zeitpunkt repräsentiert, zu dem eine Zeichnung oder eine Rücknahme in Sachwerten erfolgt, so dass die Dividende, die den Nettoanlageertrag repräsentiert, dem jeweils aktuellen Nettoertragsanspruch entspricht.

Es werden keine Zinsen auf von der Gesellschaft beschlossenen und bei ihr zu Gunsten der Begünstigten hinterlegten Dividenden ausgezahlt. Die Auszahlung von Dividenden an Besitzer von Inhaberanteilen, und die Bekanntmachung des Ausschüttungsbeschlusses wird den betreffenden Anteilseinhabern in der vom Verwaltungsrat beschlossenen und den luxemburgischen Gesetz entsprechenden Art und Weise getätigt.

Beschlossene, aber nicht ausgezahlte Dividenden bezüglich eines Anteils können nach dem Ende einer Frist von fünf Jahren, startend am Datum der Bekanntmachung der betreffenden Dividendenausschüttung, nicht mehr von dem Besitzer des betreffenden Anteils, außer der Verwaltungsrat hat diese Frist für alle betroffenen Anteile verlängert oder darauf verzichtet, angefordert werden. Nach Ablauf der Frist werden diese sonst an die betreffende Anteilsklasse im betreffenden Teilfonds zurückgeführt. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit alle nötigen Maßnahmen zu unternehmen beziehungsweise zu erlauben, um eine solche Zurückführung von nicht angeforderten Dividenden durchzuführen. Es werden keine Zinsen auf erklärte Ausschüttungen gezahlt, die noch nicht einkassiert wurden.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 betreffend den Finanzsektor (nachfolgend als "Depotbank" bezeichnet) abschließen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2002.

Falls die Depotbank zurücktreten will, wird der Verwaltungsrat nach bestem Bestreben versuchen, innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Inkrafttreten des Rücktritts der Depotbank eine andere Bank zu finden, um die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, außer falls und bis eine neue Depotbank ernannt wurde, um an deren Stelle diese Funktion anstelle der ausgeschiedenen Depotbank zu übernehmen.

Art. 28. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Hauptversammlung aufgelöst werden, gemäß den Anwesenheits- und Mehrheitsvorschriften von Artikel 29. Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese Hauptversammlung, für die kein Quorum erforderlich ist, wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss außerdem vom Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Hauptversammlung ohne Quorumserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen Anteile beschlossen werden.

Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig (40) Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 29. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Hauptversammlung abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich seiner Abänderungen. Jedoch können die Bestimmungen von Artikel 12 und 14 nur mit einer Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent (75 %) der Anteile, welche anwesend oder vertreten sind, abgeändert werden; das Quorum wird in diesem Falle das gesetzlich vorgesehene Quorum sein.

Art. 30. Erklärung. Begriffe, welche einen Bezug auf das männliche Geschlecht enthalten, beziehen sich auch auf das weibliche Geschlecht und Begriffe, welche einen Bezug auf Personen enthalten, beziehen sich auch auf Gesellschaften, Partnerschaften, Vereinigungen und jede andere organisiert Gruppe von Personen, ob mit oder ohne Rechtspersönlichkeit.

Art. 31. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2002 mit ihren jeweiligen Abänderungen."

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 30. Juni 2009.
2. Die erste Versammlung der Anteilhaber wird im Jahr 2009 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das gesamte Gründungskapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) wird von der Commerzbank Aktiengesellschaft, Frankfurt am Main, gezeichnet.

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf 5.800,- EUR veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Personen, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Anteilhaberversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

(I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt:

(II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

* Mathias Turra, geschäftsansässig in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg,

* Bernd Holzenthal, geschäftsansässig in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg und

* Jürgen Wohlfarth, geschäftsansässig in Mainzer Landstraße 153, D-60327 Frankfurt am Main.

Abweichend von Artikel 13 der Satzung ernennt die Anteilhaberversammlung Herrn Mathias Turra zum ersten Verwaltungsratsvorsitzenden.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Anteilhaberversammlung des Jahres 2013.

Die Verwaltungsratsmitglieder haben Anspruch auf Ersatz ihrer Auslagen, soweit diese nicht von einer Gesellschaft des Commerzbank-Konzerns übernommen werden. Soweit die Verwaltungsratsmitglieder vorsteuerabzugsfähige Umsatzsteuer zu entrichten haben, wird ihnen diese von der Gesellschaft erstattet.

(III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PriceWaterhouseCoopers, société à responsabilité limitée, réviseur d'entreprises agréée, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlichen Anteilhaberversammlung des Jahres 2009.

(IV) Sitz der Gesellschaft ist 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. WELBES, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juillet 2008. Relation: LAC/2008/29825. — Reçu € 1.250,- (mille deux cent cinquante euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Juli 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2008100445/206/1017.

(080118151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2008.

Das Verwaltungsreglement des Allianz-dit Business Cash wurde beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juli 2008.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008096696/755/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11418. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080111537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2008.

Patron SBS Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 140.636.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the twenty-fifth of July.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Patron SBS Investments S.à r.l., a company with registered office in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, in process to be registered in the Trade Register Office in Luxembourg,

here represented by Mr Michael Vandeloise, private employee, residing in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, acting in his capacity as manager of the Company.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. There exists among the subscribers and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Patron SBS Holdings SARL" (the Company).

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in all countries, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries and affiliated companies.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO) represented by 500 (FIVE HUNDRED) shares having a nominal value of EUR 25.- (TWENTY-FIVE EURO) per share each.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31st December of each year.

Art. 15. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been drawn up, all the 500 (five hundred) shares have been subscribed by PATRON SBS INVESTMENTS SARL, prenamed.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500.- (TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provision

The first financial year shall begin today and it shall end on 31st December 2008.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,400.- (one thousand four hundred euros).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two. The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Michael VANDELOISE, private employee, residing professionally at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, born in Messancy, on July 16th, 1982.

- Mrs Géraldine SCHMIT, director of companies, residing professionally at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, born in Messancy, on November 12th, 1969.

2) The registered office is established in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe,

WHEREOF the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Patron SBS Investments S.à r.l., une société établie avec siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Michael Vandeloise, employé privé, résidant professionnellement à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

agissant en sa capacité de gérant de la société.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Patron SBS Holdings SARL" (ci-après, la Société).

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, au développement et à l'exploitation de toutes propriétés immeubles situées dans tout pays, ainsi qu'à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. La société peut également accorder des prêts à ses filiales, des sociétés liées du groupe.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptible de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 12.500,- EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) représenté par 500 (CINQ CENTS) parts sociales d'une valeur nominale de 25,- EUR (VINGT-CINQ EUROS) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, toutes les 500 (cinq cents) parts sociales ont été souscrites par Patron SBS Investments Sarl, préqualifiée.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de 12.500,- EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2008.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.400,- (mille quatre cents euros).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux. Sont nommés comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
- Monsieur Michael VANDELOISE, Employé Privé, résidant professionnellement 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, né à Messancy, le 16 juillet 1982.
 - Madame Géraldine SCHMIT, Administrateur de Sociétés, résidant professionnellement 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, née à Messancy, le 12 novembre 1969.

2. Le siège social de la société est établi à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Vandeloise, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juillet 2008. LAC/2008/31262. — Reçu à 0,50%: soixante-deux euros cinquante cents (€ 62,50).

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008099305/220/280.

(080114777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2008.

MFountain Selected Fund Series, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 129.619.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 23 juillet 2008 que:

1. Monsieur Naomi HARADA a démissionné de ses fonctions d'Administrateur avec effet au 23 juillet 2008.
2. Monsieur Junichi ISHII, Directeur général de «Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A.», demeurant professionnellement à Luxembourg au 1B, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, est nommé Administrateur avec effet au 23 juillet 2008.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Munsbach, le 23 juillet 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008102185/1232/21.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2008, réf. LSO-CT04237. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080121933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2008.

Japan Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 46.632.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 23 juillet 2008 que:

1. Monsieur Naomi HARADA a démissionné de ses fonctions d'Administrateur avec effet au 23 juillet 2008.
2. Monsieur Junichi ISHII, Directeur général de «Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A.», demeurant professionnellement à Luxembourg au 1B, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, est nommé Administrateur avec effet au 23 juillet 2008.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Munsbach, le 23 juillet 2008.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2008102192/1232/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2008, réf. LSO-CT04258. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080121936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2008.

Peinture Denis S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4808 Rodange, 48, Chemin du Brouck.

R.C.S. Luxembourg B 116.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 25.07.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008094094/6825/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00512. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080108593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2008.

Heineking Transport Logistik (HTL) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9779 Lentzweiler, 2, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler.

R.C.S. Luxembourg B 92.682.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008094680/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2008, réf. LSO-CS06866. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080108498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2008.

Euroclear Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 104.425.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire qui s'est tenu au siège social de la société
au Luxembourg, le 26 juin 2008 à 16.30*

L'Assemblée Générale a décidé de ré-élire comme membres du Conseil d'Administration Messieurs:

- Nigel Wicks, domicilié en Grande Bretagne, Steeple Ashton, Lime Grove, West Clandon, GU4 7UT, Guilford, Surrey;
- Jacques Loesch, 35, avenue J F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- Naomi Harada, Parc d'Activités Syrdraal, 1B, L-5365 Munsbach.

et d'élire comme nouveau membre - en remplacement de Monsieur Hiroaki Harada qui a démissionné:

- Monsieur Akihiro Kanayasu, route d'Arlon, 287, L-1150 Luxembourg

Leur mandat viendra à expiration lors de l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée Générale a décidé de ré-élire PricewaterhouseCoopers S.à.r.l, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, comme Commissaire aux Comptes dont le mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée annuelle statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Euroclear Re
Signature
Corporate Secretary

Référence de publication: 2008094434/7964/25.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2008, réf. LSO-CS10151. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080108276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2008.

F.06 Ren-Innovation, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 122.897.

—
Assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 28 juillet 2008

L'assemblée procède à l'installation de son bureau:

Président: Kim ROLLINGER

Secrétaire: Giovanni-Paolo NURCHIS

Les associés présents sont:

Monsieur Kim ROLLINGER, technicien-coordonateur, né à Luxembourg, le 17 octobre 1983, demeurant à L-3980, 4-6, rue des Trois Cantons, qui détient 70% des parts sociales de la société à responsabilité limitée F.06 Ren-Innovations, suivant la cession de parts du 30 juillet 2008,

et

Monsieur Giovanni-Paolo NURCHIS, délégué technique, né à Munich (Allemagne), le 10 octobre 1965, demeurant à L-4051 Esch-sur-Alzette, 115, rue du Canal, qui détient 30% des parts sociales de la société à responsabilité limitée F.06 Ren-Innovations,

Les deux associés réunissant l'ensemble des cent parts composant le capital social de douze mille cinq cent euros.

Ordre du jour: démission du gérant technique de ses fonctions et nomination de deux nouveaux gérants techniques et d'un nouveau gérant administratif

D'un commun accord les associés ont pris les résolutions suivantes:

Monsieur Steve E. Molitor, nommé gérant technique lors de la constitution de la société a démissionné de ses fonctions par courrier recommandé du 25 juillet 2008.

Monsieur Daniel PEREIRA, né le 24 septembre 1980, demeurant à L-5683 DALHEIM, 7, Wendelstroos, est nommé gérant technique à compter du jour de la signature de la présente.

Monsieur Giovanni-Paolo NURCHIS est nommé gérant technique de ladite société.

Monsieur Kim ROLLINGER reste gérant administratif de ladite société.

Les mandats ci-dessus restent valables jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Suite à ces nominations, les associés décident que la société préqualifiée est valablement engagée par la signature conjointe d'un des deux gérants techniques et du gérant administratif.

Fait et passé à Wickrange en date de la présente.

Fait en autant d'exemplaires que de parties présentes.

Bon pour acceptation / Bon pour acceptation / Bon pour acceptation

Monsieur Kim ROLLINGER / Monsieur Giovanni-Paolo NURCHIS / Monsieur Daniel PEREIRA

Référence de publication: 2008097861/8356/38.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12608. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080112778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2008.

Hipermark Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 118.660.

—
Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Antonio Augusto SERRA CAMPOS DIAS DA CUNHA. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Le 9/5/2007.

Certifié sincère et conforme
HIPERMARK INVESTMENTS S.A.

P. A. WENDE DIAS DA CUNHA / A. A. SERRA CAMPOS DIAS DA CUNHA
Administrateur / Administrateur , Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008095605/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2008, réf. LSO-CS08894. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080109301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2008.

FLC West Holding s.à r.l., Société à responsabilité limitée holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 112.396.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 466 du 3 mars 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 112.396,

modifiée pour la dernière fois suivant assemblée générale extraordinaire reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juin 2008,

non encore publiée au Mémorial C,

tenue en date du 24 juillet 2008, suivant acte reçu par Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert, enregistré à Redange/Attert en date du 25 juillet 2008, sous le référence RED/2008/937,

que les parts sociales de la dite société sont actuellement souscrites comme suit:

	Part(s)
Finance Leasing Company:	1
Blackstead Holdings Limited:	25
Templestowe Trading Corp:	74

Redange/Attert, le 25 juillet 2008.

Pour extrait conforme
Karine REUTER
Notaire

Référence de publication: 2008095540/7851/27.

(080109696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2008.

Ramlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 53.438.

L'an deux mille huit, le huit juillet.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "RAMLUX S.A.", ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri, R.C. Luxembourg section B numéro 53.438, constituée suivant acte reçu le 21 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 185 du 12 mars 1996.

L'assemblée est présidée par Monsieur Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, demeurant à Ettelbruck.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 1.250 (mille deux cent cinquante) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Modification du 1^{er} alinéa de l'article 4 des statuts (objet) pour lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'exécution de tous services se rapportant à l'exercice de la profession d'expert-comptable, le conseil fiscal et toutes autres activités qui ne sont pas incompatibles avec la profession précitée."

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 4 des statuts (objet) pour lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'exécution de tous services se rapportant à l'exercice de la profession d'expert-comptable, le conseil fiscal et toutes autres activités qui ne sont pas incompatibles avec la profession précitée."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. MANGEN, R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 juillet 2008. Relation: LAC/2008/28392. - Reçu douze euros (12.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 JUILLET 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008097883/211/44.

(080113009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2008.

Hochtief Facility Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 94.069.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008098809/267/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00277. - Reçu 52,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Macquarie Airports (Brussels) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.818.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008098810/581/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12083. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Fior Ateliers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3394 Roeser, 64, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 77.353.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01.08.2008.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

259, route D'ESCH, L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2008098822/596/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11645. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Décolampe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 11, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 81.817.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01.08.2008.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

259, route D'ESCH, L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2008098821/596/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11642. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Dagobert Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 35.275.

Constituée par-devant M^e Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 9 novembre 1990, acte publié au Mémorial C n^o 144 du 22 mars 1991. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant M^e Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) le 4 décembre 2007, acte publié au Mémorial C n^o 258 du 31 janvier 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DAGOBERT HOLDING S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008098020/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2008, réf. LSO-CS10350. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2008.